

Délibération n° 2025-43**Approbation du Procès Verbal
du Comité d'Orientation Stratégique du mois d'octobre**

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

LE CONSEIL,

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09/10/2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.



Il est proposé au Conseil d'Orientation et de Surveillance d'approuver le procès-verbal de la séance annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS

- Vu les articles L514-1 à L514-4 et D514-1 à R514-37 du Code Monétaire et Financier,
- Vu le procès-verbal du Conseil d'Orientation et de Surveillance du 09 octobre 25 annexé,
- Vu le rapport présenté par la Directrice Générale,

DELIBERE

Article unique : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve le compte-rendu de la dernière séance du Conseil d'Orientation et de Surveillance en date du 5 décembre 2024, annexé à la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président

Eugène CASELLI



Délibération n° 2025-44**Approbation du compte-rendu du Comité d'audit du 25 septembre 2025**

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09/10/2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

LE CONSEIL,

Le Comité d'audit de la Caisse de Crédit Municipal s'est réuni le 25 septembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Christian PELLICANI, Président du Comité d'audit.



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

Il est proposé au Conseil d'Orientation et de Surveillance d'approuver le procès-verbal de la séance annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS

- Vu les articles L514-1 à L514-4 et D514-1 à R514-37 du Code Monétaire et Financier,
- Vu le procès-verbal du Comité d'audit du 25 septembre 2025 annexé,
- Vu le rapport présenté par le Directeur Général,

DELIBERE ,

Article unique : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve le compte-rendu du Comité d'audit en date du 25 septembre 2025, annexé à la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-45

Prime de bons de caisse

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

- 1) L'arrêté ministériel du 21 octobre 1970 prévoit l'attribution à titre exclusif et personnel, d'une indemnité de bons de caisse aux agents comptables.
Cette allocation est réglée suivant un barème fonction du capital nominal des émissions annuelles. Toutefois, cette indemnité est plafonnée et ne peut excéder le montant annuel de l'indemnité de responsabilité accordée aux intéressés, soit :



1801,50 €.

Conformément à la réglementation, il convient que le Conseil se prononce sur l'attribution de cette indemnité.

- 2) La circulaire 204CM du 2 mai 1983 du Ministère de l'Economie et des Finances prévoit le paiement d'une prime facultative, sur émissions de bons de caisse, au personnel titulaire.

Le versement de cette prime au mois de janvier 2026, assise sur les émissions réalisées au cours de l'année 2025, doit être autorisé par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

Il est proposé au Conseil d'Orientation et de Surveillance d'approuver l'indemnité des bons de Caisse de l'agent comptable ainsi que le paiement de l'émission de caisse en faveur du personnel titulaire.

LE CONSEIL,

- Vu la circulaire 204 CM du 2 mai 1983 du Ministère de l'Economie et des Finances prévoit le paiement d'une prime facultative, sur émissions de bons de caisse, au personnel titulaire.
- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- Vu le rapport du Directeur Général ;

DELIBERE ,

Article 1 – Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve l'attribution à l'Agent Comptable, à titre exclusif et personnel, d'une indemnité de bons de caisse dont le montant est plafonné à 1801,50 €.

Article 2 - Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve le paiement de la prime sur les émissions de bons de caisse en faveur du personnel titulaire.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

Délibération n° 2025-46**Contrat d'apprentissage**

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09/10/2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 ans au minimum et de 29 ans révolus au maximum, d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Ce dispositif peut être ouvert, sous condition, à des mineurs de 15 ans ou à des majeurs de 30 ans et plus (personne reconnue handicapée ou qui envisage de créer ou reprendre une entreprise supposant l'obtention d'un



diplôme). Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Le directeur rappelle que ce dispositif présente un intérêt tant pour les personnes accueillies que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises.

La direction du développement marketing, communication et représentation a la mission d'assurer le développement de la visibilité, l'image, la notoriété et l'activité des services opérationnels. La communication et le développement de partenariats et réseaux constituent un enjeu prépondérant pour faire connaître l'établissement et pérenniser l'activité.

Le recrutement d'un apprenti, dans ce domaine, présente un intérêt partagé en termes de créativité et d'émulation collective. Son apport vise à participer à la modernisation des moyens et partenariats existants et d'en développer de nouveaux.

Pour l'alternant, c'est l'opportunité de se former et de participer au lancement d'une campagne de communication globale.

Les missions confiées à l'apprenti porteront sur :

- l'assistance au déploiement des campagnes de communication internes, externes et institutionnelles,
- l'animation social média (réseaux sociaux, site internet, live média),
- la participation aux relations avec les prestataires (agences de communication, médias, Mairie de Marseille et institutionnels),
- la participation à la communication interne,
- l'appui commercial auprès des prestataires (CCAS, collectivités territoriales).

Le directeur propose au Conseil d'Orientation et de Surveillance d'approuver la signature d'un contrat d'apprentissage aux conditions exposées ci-dessus.

LE CONSEIL,

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L. 424-1 relatif à l'apprentissage,
- Vu le code du travail, et en particulier le chapitre VII du titre II du livre II de la sixième partie (articles L 6211-1 à L 6227-12) ainsi que les articles L 6211-1 et suivants, D 6222-1 et suivants, et D 6271-1 à D 6275-5,
- Vu le code de l'éducation,
- Vu la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,
- Vu le décret n° 2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis,
- le décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,
- Vu l'avis du comité social territorial en date du 13 novembre 2025



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

DELIBERE ,

Article 1

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise le Directeur à signer le contrat d'apprentissage pour la direction du développement marketing, communication et représentation.

Article 2 :

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise l'inscription au budget des crédits nécessaires.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-47**Transposition de la circulaire du 23 novembre 2022 pour les emplois des administrateurs territoriaux**

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

Monsieur le Directeur informe les membres du Conseil d'orientation et de Surveillance qu'une actualisation des plafonds du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) a été mis à jour dans la fonction publique de l'Etat en date du 23 novembre 2022 avec effet au 1^{er} janvier 2023. Il convient donc de le transposer à la Caisse de Crédit Municipal de Marseille.

Il se compose :

- D'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSEE)
- D'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA).

Pour rappel, le RIFSEEP s'est substituée à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

La loi n° 2010-751 du 05 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique a introduit ces dispositions nouvelles relatives au régime indemnitaire et tendant à transposer progressivement les primes de fonctions et de résultats à la fonction publique territoriale. Les collectivités territoriales sont tenues, dès lors que cette prime a été installée dans la fonction publique de l'État, de la transposer pour les cadres d'emplois correspondants aux services de l'État qui en bénéficient.

Ainsi, par délibération du 10 décembre 2015, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) a été approuvé par le Conseil d'Orientation et de Surveillance pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux.

1 - Montants de référence

L'arrêté du 23 novembre 2022, applicable au 1^{er} janvier 2023, a modifié les plafonds annuels afférents aux groupes de fonctions :

Cadres d'emplois	Groupe	Montants de base	
		IFSEE	CIA
Administrateur territorial	Groupe 1	63 000	15 750

Les montants de base sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

3 - Modulations individuellesA - Part fonctionnelle



La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination à la suite de la réussite d'un concours,
- Au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.
- La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

B - Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir

Il est proposé d'attribuer individuellement aux agents un coefficient de prime appliqué au montant de base et pouvant varier de 0 à 100%.

Ce coefficient sera déterminé en fonction des résultats financiers de l'établissement et de l'évaluation professionnelle de l'agent.

La part liée à la manière de servir sera versée annuellement.

Le coefficient attribué sera revu annuellement à partir des résultats sus-énoncés.

4 - Modalités de retenue pour absence ou de suppression

Le régime indemnitaire sera maintenu aux agents bénéficiaires en application de la délibération du 29 mai 2009.

L'autorité territoriale pourra, au vu de la gravité des faits commis par un agent et des dysfonctionnements engendrés sur la bonne marche du service, réduire, suspendre ou supprimer la part indemnitaire liée aux fonctions exercées.

LE CONSEIL,

- Vu le Code général de la fonction publique et, notamment, ses articles L. 712-1, L. 714-4 à L. 714-13,
- Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,
- Vu le décret n° 2010-997 modifié du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,
- Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- Arrêté du 23 novembre 2022 pris pour l'application au corps des administrateurs de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime



indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

- Vu la délibération n°66/2015 du 10 décembre 2015 instaurant une indemnité de fonctions, sujétions et expertise et d'engagement professionnel pour le cadre d'emploi des administrateurs territoriaux,

DELIBERE ,

Article 1

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve l'instauration du nouveau plafond de régime indemnitaire des administrateurs territoriaux Groupe 1 tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) comme susmentionné.

Article 2 :

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise le Vice-Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance à fixer par arrêté le montant perçu par chaque administrateur territorial dans le respect des principes définis ci-dessus.

Article 3 :

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise l'inscription au budget des crédits nécessaires.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-48

Prime de fin d'année

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09/10/2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

Comme chaque année, il convient de fixer le montant de la prime de fin d'année qui sera versée au personnel au titre de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984.



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

En 2025, la prime de fin d'année est de 1.726 euros bruts. Elle se compose :

- D'une partie fixe de 1036 €
- D'une partie modulable de 690 € sur laquelle seront imputées les absences pour maladie, dans la limite de 40 jours, la retenue n'étant pratiquée qu'à compter du 4ème jour de maladie.

Il est proposé au Conseil d'Orientation et de Surveillance de valider le montant de la prime de fin d'année strictement alignée sur celle dont bénéficie le personnel de la Ville de Marseille.

LE CONSEIL,

- Vu loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives fonction publique territoriale ;
- Vu l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- Vu le rapport du Directeur Général ;

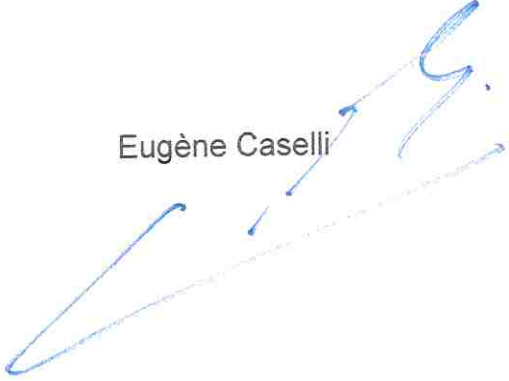
DELIBERE ,

Article unique : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve le versement de la prime de fin d'année d'un montant de 1.726 euros bruts.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli





Délibération n° 2025-49

Temps de travail : Journée continue du vendredi

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée
-

EXPOSÉ DES MOTIFS,

A la suite du diagnostic organisationnel mené en 2022 par le Centre de gestion des Bouches-du-Rhône, une phase expérimentale de journée continue a été mise en place à compter du 1er novembre 2023. Cette initiative vise à améliorer le service rendu aux usagers et la qualité de vie au travail des agents.



Le conseil d'Orientation et de Surveillance a approuvé une modification du cycle hebdomadaire de référence pour une durée annuelle de 1 607 heures selon le décompte suivant :

Pour le personnel :

- Lundi : 08 h 15 à 12 h 30 et 13 h 15 à 16 h 41
- Mardi : 08 h 15 à 12 h 30 et 13 h 15 à 16 h 41
- Mercredi : 08 h 15 à 12 h 30 et 13 h 15 à 16 h 41
- Jeudi : 08 h 15 à 12 h 30 et 13 h 15 à 16 h 41
- Vendredi : 08 h 25 à 16 h 06

Pour le public :

- Du lundi au jeudi : 08 h 20 à 12 h 20 et 13 h 20 à 16 h 20
- Le vendredi : 08 h 30 à 16 h 00

Par délibérations n° 2024-30 du 13 mai 2024 et n° 2024-68 du 05 décembre 2024, le cycle hebdomadaire de référence est maintenu jusqu'au 31 décembre 2025.

Au regard de l'organisation interne et du recueil des données, le bilan de la phase expérimentale justifie le maintien de la journée continue, le vendredi, avec toutefois une adaptation des bornes horaires.

Les principaux bénéfices, identifiés par reporting (annexe), de la journée continue sont principalement :

- une meilleure répartition des flux tout au long de la journée,
- un accueil plus apaisé en raison de l'absence de « coupure » à la mi-journée,
- une accessibilité améliorée pour les publics travaillant,
- un service nouveau d'adaptation aux rythmes de vie modernes.

Toutefois, l'élargissement à d'autres jours de la semaine n'est pas retenu en raison de contraintes de travail pour le personnel :

- un temps de travail ressenti long (pause repas écourtée à 20 minutes),
- une fatigue physique et mentale notamment lors des journées avec une fréquentation élevée (concentration altérée),
- un temps trop restreint pour la clôture de fin de journée entre l'heure de fermeture au public et l'heure de départ des agents, fixé à 6 minutes.

Il est tenu compte également de l'aménagement de l'horaire de fin de journée pour permettre une clôture plus sereine.



Ainsi, les horaires de la journée du vendredi seraient aménagés comme suit :

Horaires du lundi au jeudi	
Horaires du personnel	Horaires d'ouverture au public
08 h 15 – 12 h 30 13 h 15 – 16 h 41	08 h 20 – 12 h 20 13 h 20 – 16 h 20
Horaires du vendredi	
Horaires du personnel	Horaires d'ouverture au public
08 h 39 – 16 h 20	08 h 45 – 16 h 00

LE CONSEIL,

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code général de la fonction publique,
- Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,
- Vu la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115,
- Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et notamment son article 47,
- Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,
- Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
- Vu les délibérations du 28 septembre 2023, du 13 mai 2024 et du 05 décembre 2024 instaurant et prolongeant, à titre expérimental, une journée continue hebdomadaire de travail,
- Vu l'avis du comité social territorial en date du 13 novembre 2025.



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

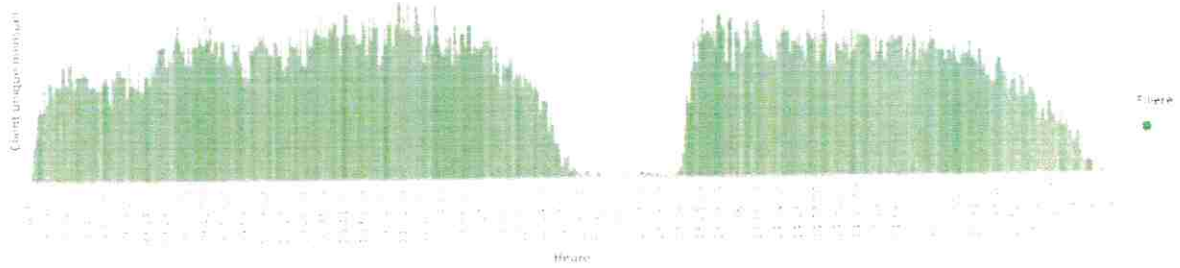
Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

ANNEXE

Nature operation Année Jour

DEPUIS JAN. 2025 - FREQUENTATION USAGERS UNIQUES

Total distinct de Client

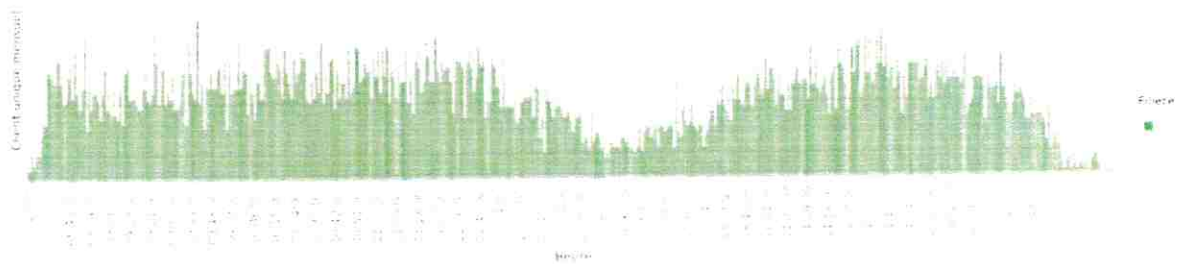


Heure minute

Nature operation Année Jour

DEPUIS JAN. 2025 - FREQUENTATION USAGERS UNIQUES

Total distinct de Client



Heure minute



DELIBERE ,

Article 1

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance entérine la phase expérimentale et approuve la modification du cycle hebdomadaire de référence d'une durée annuelle de 1 607 heures établi selon le décompte suivant :

Horaires du lundi au jeudi	
Horaires du personnel	Horaires d'ouverture au public
08 h 15 – 12 h 30 13 h 15 – 16 h 41	08 h 20 – 12 h 20 13 h 20 – 16 h 20
Horaires du vendredi	
Horaires du personnel	Horaires d'ouverture au public
08 h 39 – 16 h 20	08 h 45 – 16 h 00

Article 2 :

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance confirme la durée annuelle du temps de travail du personnel de la Caisse de Crédit Municipal de Marseille à 1 607 heures.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-50

**Renouvellement de l'adhésion à la mission
de médiation préalable obligatoire MPO – CDG13**

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

La loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire a confié aux Centres de Gestion de la fonction publique territoriale la compétence d'assurer, par voie



de convention, la médiation préalable obligatoire (MPO) prévue à l'article L. 213-11 du Code de justice administrative.

Le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 fixe la liste des décisions administratives individuelles défavorables pour lesquelles une tentative de médiation préalable est désormais obligatoire, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

La liste des litiges ouverts à la médiation préalable obligatoire.

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ;
2. Refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels ;
3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé sans traitement ;
4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps obtenu par promotion interne ;
5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle ;
6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés ;
7. Décisions administratives individuelles relatives à l'aménagement des postes de travail.

Ce dispositif a vocation à favoriser un règlement amiable, rapide et moins coûteux des litiges entre les agents territoriaux et leur employeur.

La collectivité avait adhéré à ce dispositif lors d'une précédente délibération et la convention d'adhésion arrive à échéance. Le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône (CDG 13) propose désormais le renouvellement de la convention d'adhésion, pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2028.

LE CONSEIL,

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code de justice administrative et notamment ses articles L. 213-1 et suivants ainsi que R. 213-1 et suivants,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la fonction publique territoriale, notamment son article 25-2,
- Vu la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021,
- Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022,
- Vu la délibération n° 74_22 du Conseil d'Administration du CDG 13 en date du 29 novembre 2022,
- Considérant que le CDG 13 est habilité à intervenir en matière de médiation,



DELIBERE ,

Article 1

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise le renouvellement à l'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire proposée par le Centre de gestion des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance prend acte que les recours contentieux formés contre les décisions administratives individuelles listées par le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 sont, à peine d'irrecevabilité, obligatoirement précédés d'une tentative de médiation préalable.

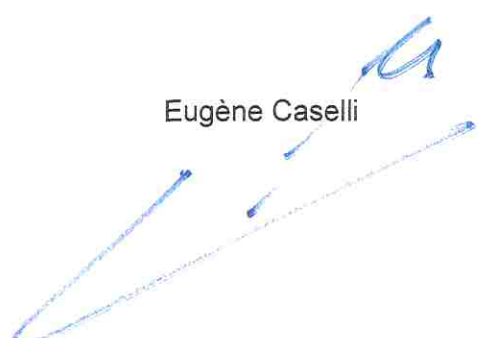
Article 3 :

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise le directeur à signer la convention de renouvellement annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents et actes y afférents.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

Délibération n° 2025-51**Recours à des vacataires**

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

L'article 1er du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle



et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

Ainsi, trois conditions caractérisent cette notion :

- la spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé.
- la discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité. Le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent
- La rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté. Cette rémunération est déterminée par délibération.

Le Directeur rappelle qu'il est nécessaire d'avoir recours à quatre vacataires pour assurer les missions suivantes :

- Expertise et assistance à l'établissement des états réglementaires obligatoires à fournir aux autorités de tutelle bancaire,
- Expertise et assistance à la transposition du système d'information de la comptabilité publique et bancaire,
- Expertise et assistance à la migration du système d'information,
- Renforcement ponctuel au service développement, communication et assistance aux usagers effectuant des règlements à distance.

LE CONSEIL,

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 (+ articles spécifiques à la collectivité territoriale ou à l'EPCI concerné),
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,
- Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public,
- Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1^{er},
- Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public.
- Considérant la nécessité d'avoir recours à quatre vacataires,



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

DELIBERE ,

Article 1

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise Monsieur le Directeur à recruter un à quatre vacataires dans la limite individuelle de 90 jours entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2026.

Article 2 :

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise de fixer la rémunération par ordre de vacation sur la base d'un forfait horaire brut :

- Pour les vacations d'expertise et d'assistance de 43 € par heure travaillée,
- Pour les vacations de renfort de 14 € par heure travaillée.

Article 3 :

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise le directeur à inscrire les crédits nécessaires au budget.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-52

Désignation des responsables du dispositif LCB-FT et gel des avoirs

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

LE CONSEIL,

Vu le code monétaire et financier, et notamment l'article L561-32,

Vu l'arrêté du 6 janvier 2021 relatif au dispositif et au contrôle interne en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques,

Vu le rapport du Directeur général,

DELIBERE ,

Article 1 : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve la désignation de M Benoit de ROSAMEL, Directeur général du CM de Marseille, en tant que responsable de la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Article 2 : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve la désignation Philippe ANTOINE, Directeur Contrôle, Risque et Conformité, responsable des contrôles permanent et périodique des dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition ou d'utilisation des fonds ou ressources économiques.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli

Délibération n° 2025-53**Feuille de route du dispositif de contrôle interne**

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du 3 novembre 2014 modifié relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Vu le rapport du Directeur général,

DELIBERE ,

Article unique : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve la feuille de route du dispositif de contrôle interne.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-54

Règlement du Comité d'audit

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

LE CONSEIL,

Vu l'article L.511-89 du code monétaire et financier,

Vu l'article L821-67 du code de commerce,

Vu le rapport du Directeur général,

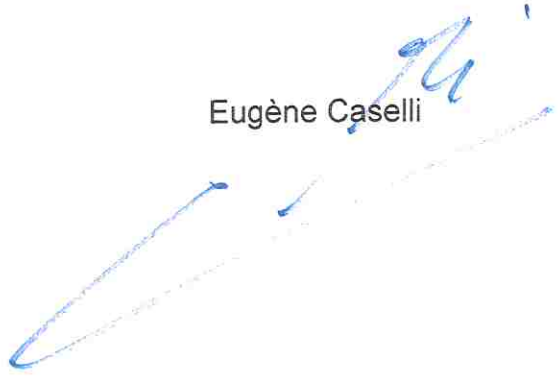
DELIBERE ,

Article unique : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance approuve le règlement du Comité d'audit.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli





Délibération n° 2025-55

Défaut d'authentification et sortie du stock

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée



EXPOSE DES MOTIFS

En date du 6 mars 2024, Madame N. a sollicité un prêt sur gage en contrepartie du dépôt d'un ensemble de vingt-six billets de 2 dollars US de 1976 avec signature autographe Andy WHAROL, sur présentation de certificats d'authenticité de la Galerie 3/2 (Nice).

À la suite d'échanges entre différents crédits municipaux, il s'est avéré que l'engagiste avait fait des dépôts identiques dans différentes caisses et sous des identités et des adresses différentes.

Face à l'impossibilité de connaître l'identité réelle de l'engagiste et de prouver le caractère authentique des objets engagés, il est proposé aux membres du COS d'approuver la sortie du stock de l'engagement correspondant et le passage à perte des intérêts de retard au-delà de la prise en charge des commissaires-priseurs.

LE CONSEIL,

Vu le code monétaire et financier articles L514.1 et suivants, D 514-1 et suivants, du code monétaire et financier, R 514-23 et suivants.

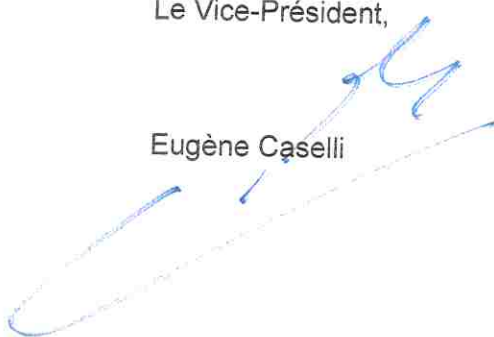
DELIBERE ,

Article unique : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance, approuve le passage à perte des intérêts et frais liés au contrat 24/406963.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-56**Budget 2025 : Décision budgétaire modificative n° 2**

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09/10/2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

LE CONSEIL,

Vu les articles L.514-1 et suivants et D.514-1 et suivants du Code Monétaire et Financier,
Vu l'article R.514-23 et suivants du Code Monétaire et Financier,
Vu le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014,
Vu la délibération n° 2024-61 du Conseil d'Orientation et de Surveillance en date du 5 décembre 2024 relative au budget primitif 2025,



Vu la délibération n° 2025-04 du Conseil d'Orientation et de Surveillance en date du 17 avril 2025 relative au budget 2025 décision modification n° 1,
Vu le rapport présenté par le Directeur Général.

Considérant que le budget de l'année 2025 du Crédit Municipal de Marseille a été adopté par délibération n° 2024-61 du Conseil d'Orientation et de Surveillance en date du 5 décembre 2024 et modifié sur les sections d'investissement et de fonctionnement par délibération n° 2025-04 du 17 avril 2025.

Afin d'ajuster le budget sur la section « investissement » et « fonctionnement » pour tenir compte de dépenses non inscrites initialement, il est nécessaire d'apporter des modifications relatives aux dépenses et aux recettes de la section d'investissement et de fonctionnement comme présenté en annexe.

Il est proposé au Conseil d'Orientation et de Surveillance d'adopter les modifications apportées au budget pour l'année 2025 ainsi que la nouvelle répartition des crédits par chapitre budgétaire en résultant.

DELIBERE ,

Article 1 : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance adopte les modifications apportées au budget pour l'année 2025 ainsi que la nouvelle répartition des crédits par chapitre budgétaire en résultant.

Article 2 : Le Directeur Général du Crédit Municipal de Marseille est autorisé à procéder par virements de crédits à tout transfert de crédits d'article à article au sein d'un même chapitre.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli

INVESTISSEMENT DEPENSES CHAPITRE	Budget 2025	DM N°1	DM N°2	Budget 2025 + DM
CH 10 FONDS DE DOTATION	0,00	0,00	0,00	0,00
CH 11 RESERVES	0,00	0,00	0,00	0,00
CH 12 REPORT A NOUVEAU	0,00	0,00	0,00	0,00
CH 15 PROVISIONS	270 000,00	-60 000,00	0,00	210 000,00
CH 16 EMPRUNTS	0,00	0,00	0,00	0,00
CH 20 AMORT. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 000,00	50 000,00	-1 000,00	99 000,00
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	270 000,00	50 000,00	0,00	320 000,00
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
CH 26 TITRES DE PARTICIATION ET DE FILIALES	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
SOUS TOTAL	590 000,00	90 000,00	0,00	680 000,00
88 EXCEDENT A CAPITALISER	42 000,00	-40 000,00	0,00	2 000,00
TOTAL	632 000,00	50 000,00	0,00	682 000,00

INVESTISSEMENT RECETTES CHAPITRE	Budget 2025	DM N°1	DM N°2	Budget 2025 + DM
CH 15 PROVISIONS	350 000,00	0,00	0,00	350 000,00
CH 16 EMPRUNT POUR INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00
CH 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	165 000,00	0,00	0,00	165 000,00
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
SOUS TOTAL	535 000,00	50 000,00	0,00	585 000,00
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	97 000,00	0,00	0,00	97 000,00
TOTAL	632 000,00	50 000,00	0,00	682 000,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Articles		Budget 2025	DM N°1	DM N°2	Budget 2025 +DM
DEPENSES					
CH 10 FONDS DE DOTATION		0,00	0,00	0,00	0,00
105000	Dotation initiale				0,00
105100	Excédents capitalisés				0,00
105200	Bonis capitalisés				0,00
CH 11 RESERVES		0,00	0,00	0,00	0,00
118000	Ecart de réévaluation				0,00
CH 12 REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00	0,00	0,00
120000	Report à nouveau				0,00
CH 15 PROVISIONS		270 000,00	-60 000,00	0,00	210 000,00
152000	Reprise amortissements dérogatoires	25 000,00			25 000,00
155300	Provisions pour risques bancaires	20 000,00			20 000,00
155500	Autres provisions	225 000,00	-60 000,00		165 000,00
CH 16 EMPRUNTS		0,00	0,00	0,00	0,00
					0,00
CH 20 AMORT. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		50 000,00	50 000,00	-1 000,00	99 000,00
201300	Frais d'études		50 000,00	-1 000,00	49 000,00
203000	Acquisition de logiciels	50 000,00			50 000,00
CH21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES		270 000,00	50 000,00	0,00	320 000,00
212300	Bâtiment administratif				0,00
212301	Bâtiment façade				0,00
212303	Bâtiments administratifs électricité	20 000,00			20 000,00
212305	Bâtiments administratifs ascenseurs	20 000,00			20 000,00
212307	Bâtiment menuiserie				0,00
2128320	Bâtiment Aix				0,00
214000	Acquisition de matériel hors informatique	60 000,00			60 000,00
214100	Acquisition de matériel informatique	100 000,00			100 000,00
214800	Amortissements matériel hors informatique				0,00
215000	Acquisition matériel de transport				0,00
216000	Acquisition de mobilier, matériel de bureau	50 000,00			50 000,00
216200	Agencements et installations	20 000,00	50 000,00		70 000,00
216880	Amortissements immobilisations corporelles				0,00
CH 23 IMMOBILISATION EN COURS		0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
230000	Immobilisations en cours				0,00
230100	Immobilisations incorporelles en cours		50 000,00		50 000,00
CH 26 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES		0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
261120	Titres de participation non cotés / Clt non financ.			1 000,00	1 000,00
SOUS TOTAL		590 000,00	90 000,00	0,00	680 000,00
88	Excédent à capitaliser	42 000,00	-40 000,00		2 000,00
TOTAL		632 000,00	50 000,00	0,00	682 000,00

RECETTES

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT					
CH 15 PROVISIONS		350 000,00	0,00	0,00	350 000,00
152000	Reprise amortissements dérogatoires				0,00
155300	Provisions pour risques bancaires	50 000,00			50 000,00
155500	Autres provisions	300 000,00			300 000,00
CH 16 EMPRUNTS		0,00	0,00	0,00	0,00
169300	Emprunt				0,00
CH 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
203800	Amortissement des logiciels	20 000,00			20 000,00
204000	Droit au bail				0,00
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES		165 000,00	0,00	0,00	165 000,00
210000	Terrain				0,00
212301	Bâtiment façade				0,00
213307	Bâtiment menuiserie				0,00
212320	Bâtiment Aix				0,00
212830	Amortissement des constructions	80 000,00			80 000,00
214000	Acquisition matériel hors informatique				0,00
214800	Amortissement du matériel et outillage	15 000,00			15 000,00
214810	Amortissement du matériel informatique	20 000,00			20 000,00
215800	Amortissement du matériel de transport				0,00
216000	Acquisition mobilier matériel de bureau	10 000,00			10 000,00
216200	Amortissement agencement				0,00
216880	Amortissement du mobilier et matériel de bureau	40 000,00			40 000,00
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS		0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
230000	Immobilisations en cours				0,00
230100	Immobilisations incorporelles en cours		50 000,00		50 000,00
SOUS TOTAL		535 000,00	50 000,00	0,00	585 000,00
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		97 000,00			97 000,00
TOTAL		632 000,00	50 000,00	0,00	682 000,00

FONCTIONNEMENT DEPENSES CHAPITRE	Budget 2025	DM N°1	DM N°2	Budget 2025 + DM
60 ACHATS	50 000,00	0,00	8 000,00	58 000,00
61 FRAIS PERSONNEL	2 550 000,00	0,00	-208 000,00	2 342 000,00
62 IMPOTS ET TAXES	242 000,00	0,00	2 000,00	244 000,00
63 TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS	1 303 000,00	100 000,00	246 000,00	1 649 000,00
64 TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	15 000,00	0,00	8 000,00	23 000,00
65 OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL	81 000,00	0,00	0,00	81 000,00
66 FRAIS DE GESTION	223 000,00	0,00	73 000,00	296 000,00
67 FRAIS FINANCIERS	430 000,00	0,00	-209 000,00	221 000,00
68 DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	535 000,00	0,00	0,00	535 000,00
69 IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES	400 000,00	-100 000,00	80 000,00	380 000,00
87 PERTES ET PROFITS	61 000,00	0,00	0,00	61 000,00
VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	97 000,00	0,00	0,00	97 000,00
TOTAUX	5 987 000,00	0,00	0,00	5 987 000,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Articles		Budget 2025	DM N°1	DM N°2	Budget 2025 +DM
	Dépenses				
EXCEDENT POUR INVESTISSEMENT					
CH 60 ACHATS		50 000,00	0,00	8 000,00	58 000,00
602 MATIERES ET FOURNITURES CONSOMMABLES		50 000,00	0,00	8 000,00	58 000,00
602030	Essence	2 500,00			2 500,00
602040	Fournitures informatiques	20 000,00		5 000,00	25 000,00
602050	Produits d'entretien	5 000,00			5 000,00
602060	Matières et fournitures atelier	500,00			500,00
602070	Matières et fournitures magasin	3 000,00			3 000,00
602080	Fournitures de bureau	11 000,00		3 000,00	14 000,00
602090	Fournitures diverses	8 000,00			8 000,00
CH 61 FRAIS DE PERSONNEL		2 550 000,00	0,00	-208 000,00	2 342 000,00
612 REMUNERATIONS DU PERSONNEL		1 700 000,00	0,00	-158 000,00	1 542 000,00
612000	Rémunération du personnel titulaire	1 400 000,00		-158 000,00	1 242 000,00
612500	Rémunération du personnel non titulaires	300 000,00			300 000,00
615 REMUNERATIONS DIVERSES		115 000,00	0,00	-30 000,00	85 000,00
615000	Autres rémunérations	115 000,00		-30 000,00	85 000,00
617 CHARGES SOCIALES ET REGIMES PREVOYANCE		701 000,00	0,00	-20 000,00	681 000,00
617100	Assurances sociales	160 000,00			160 000,00
617200	CNRACL	350 000,00		-15 000,00	335 000,00
617201	Cotisation retraite additionnelle	11 000,00			11 000,00
617300	ASSEDIC	10 000,00			10 000,00
617400	Allocations familiales	80 000,00			80 000,00
617500	Accidents du travail auxiliaires	5 000,00			5 000,00
617600	Accidents du travail titulaires	5 000,00		-5 000,00	0,00
617700	Capital décès	80 000,00			80 000,00
619 AUTRES FRAIS DE PERSONNEL		34 000,00	0,00	0,00	34 000,00
619200	Remboursements abonnements transports	6 500,00			6 500,00
619210	Complémentaire santé	27 500,00			27 500,00
CH 62 IMPOTS ET TAXES		242 000,00	0,00	2 000,00	244 000,00
620 IMPOTS ET TAXES		226 000,00	0,00	0,00	226 000,00
620100	Taxe sur les salaires	185 000,00			185 000,00
620200	Cotisation fonds aide au logement	6 000,00			6 000,00
620500	Fonds insertion personnes handicapées	4 000,00			4 000,00
620800	Versement transport	31 000,00			31 000,00
624 DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE		0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
624400	Redevances diverses			2 000,00	2 000,00
629 AUTRES IMPOTS		16 000,00	0,00	0,00	16 000,00
629900	Autres impôts				0,00
629901	Taxe d'apprentissage	10 000,00			10 000,00
629905	Taxes foncières	6 000,00			6 000,00
CH 63 TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS		1 303 000,00	100 000,00	246 000,00	1 649 000,00

630 LOCATION DE MATERIEL		190 000,00	0,00	62 000,00	252 000,00
630000	Location machine à affranchir	6 000,00			6 000,00
630010	Location ordinateur AS 400	90 000,00			90 000,00
630011	Location TPE	1 000,00			1 000,00
630020	Location photocopieurs	6 000,00			6 000,00
630030	Location standard téléphonique				0,00
630040	Location imprimantes				0,00
630090	Locations diverses	15 000,00		5 000,00	20 000,00
630091	Locations informatique	65 000,00		57 000,00	122 000,00
630092	Locations véhicule	7 000,00			7 000,00
631 ENTRETIEN ET REPARATIONS		136 000,00	0,00	10 000,00	146 000,00
631100	Contrats d'entretien	51 000,00		10 000,00	61 000,00
631200	Entretien véhicule	3 000,00			3 000,00
631300	Entretien nappes et torchons				0,00
631400	Entretien des locaux	62 000,00			62 000,00
631900	Entretien et réparations diverses	20 000,00			20 000,00
633 PETIT MATERIEL ET REPARATIONS		19 000,00	0,00	0,00	19 000,00
633000	Atelier	1 000,00			1 000,00
633200	Mobilier de bureau	4 000,00			4 000,00
633300	Matériel de bureau	4 000,00			4 000,00
633400	Matériel informatique	5 000,00			5 000,00
633900	Matériel divers	5 000,00			5 000,00
634 FOURNITURES EXTERIEURES		88 000,00	0,00	0,00	88 000,00
634000	Electricité	60 000,00			60 000,00
634100	Eau et assainissement	3 000,00			3 000,00
634200	Gaz	25 000,00			25 000,00
636 PRESTATIONS DE SERVICE		410 000,00	60 000,00	170 000,00	640 000,00
636100	Surveillance des locaux	120 000,00		20 000,00	140 000,00
636110	Maintenance programmes informatiques	45 000,00			45 000,00
636130	SEPA	6 000,00			6 000,00
636140	Banque de France	4 000,00			4 000,00
636800	Prestations diverses	125 000,00	60 000,00	150 000,00	335 000,00
636801	Prestations Cybersécurité	40 000,00			40 000,00
636802	Maitrise des risques CTL PERIOD DPO	50 000,00			50 000,00
636803	Formation	20 000,00			20 000,00
637 REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES		350 000,00	40 000,00	0,00	390 000,00
637000	Droits de priseée	140 000,00			140 000,00
637100	Vacations des ventes	150 000,00			150 000,00
637200	Divers	35 000,00	40 000,00		75 000,00
637300	Honoraires commissaires aux comptes	25 000,00			25 000,00
638 ASSURANCES		110 000,00	0,00	4 000,00	114 000,00
638000	Assurance incendie	10 000,00		500,00	10 500,00
638100	Assurance vols détournements	95 000,00		2 000,00	97 000,00
638300	Responsabilité civile	3 000,00			3 000,00
638500	Assurance véhicules	2 000,00		1 500,00	3 500,00
CH 64 TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS		15 000,00	0,00	8 000,00	23 000,00
641 VOYAGES ET DEPLACEMENTS		4 000,00	0,00	8 000,00	12 000,00
641000	Voyages et déplacements	4 000,00		8 000,00	12 000,00
642 TRANSPORTS DE FONDS		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
642000	Transports de fonds	10 000,00			10 000,00
644 TRANSPORTS DE GAGES		0,00	0,00	0,00	0,00
644000	Transports de gages				0,00
647 FRETS ET TRANSPORTS ADMINISTRATIFS		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
647000	Frets et transports administratifs	1 000,00			1 000,00
CH 65 OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL		81 000,00	0,00	0,00	81 000,00

650 DEGAGEMENTS GRATUITS		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
650000	Dégagements gratuits	8 000,00			8 000,00
651 AUTRES OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL		73 000,00	0,00	0,00	73 000,00
651000	Action sociale en faveur du personnel	69 000,00			69 000,00
651100	Autres opérations à caractère social	4 000,00			4 000,00
CH 66 FRAIS DE GESTION		223 000,00	0,00	73 000,00	296 000,00
660 PUBLICITE		38 000,00	0,00	20 000,00	58 000,00
660000	Publicité des ventes	10 000,00		10 000,00	20 000,00
660100	Publicité commerciale PSG	8 000,00		10 000,00	18 000,00
660101	Publicité commerciale Prêts personnels				0,00
660200	Publicité appels d'offres et autres	10 000,00			10 000,00
660300	Confection supports publicitaires				0,00
660900	Publicité divers	10 000,00			10 000,00
661 MISSIONS ET RECEPTIONS		7 000,00	0,00	10 000,00	17 000,00
661000	Missions et réceptions	7 000,00		10 000,00	17 000,00
662 IMPRIMES ADMINISTRATIFS		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
662000	Imprimés administratifs	15 000,00			15 000,00
663 DOCUMENTATION GENERALE		7 000,00	0,00	2 000,00	9 000,00
663000	Documentation générale	7 000,00		2 000,00	9 000,00
664 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET AFFRANCH.		47 000,00	0,00	20 000,00	67 000,00
664000	Lignes spécialisées	26 000,00		10 000,00	36 000,00
664100	Téléphone	8 000,00		5 000,00	13 000,00
664200	Timbres postes	12 000,00		3 000,00	15 000,00
664300	Services de télécommunication	1 000,00			1 000,00
664400	S.M.S			2 000,00	2 000,00
665 FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX		4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
665000	Frais d'actes et de contentieux	4 000,00			4 000,00
666 INTERESSEMENT PERSONNEL PLACEMENTS BDC		12 000,00	0,00	10 000,00	22 000,00
666000	Intéressement personnel aux placements BDC	12 000,00		10 000,00	22 000,00
667 COTISATIONS CONFERENCE PERMANENTE		10 000,00	0,00	3 000,00	13 000,00
667000	Cotisations à la Conférence Permanente	10 000,00		3 000,00	13 000,00
668 AUTRES FRAIS DIVERS DE GESTION		83 000,00	0,00	8 000,00	91 000,00
668201	Achat chèques restaurant	45 000,00			45 000,00
668203	Cotisations CDG 13 ET CNFPT	30 000,00			30 000,00
668205	Charges de copropriété	5 000,00			5 000,00
668209	Autres frais de gestion	3 000,00		8 000,00	11 000,00
CH 67 FRAIS FINANCIERS		430 000,00	0,00	-209 000,00	221 000,00
670 INTERETS DES BONS DE CAISSE		250 000,00	0,00	-145 000,00	105 000,00
670100	Intérêts des BDC payés d'avance				0,00
670200	Intérêts des BDC payés à échéance	250 000,00		-145 000,00	105 000,00
674 INTERETS DES AVANCES		100 000,00	0,00	-90 000,00	10 000,00
674000	Interets des avances ville	100 000,00		-90 000,00	10 000,00
676 INTERETS EMPRUNTS ORGANISMES FINANCIER		0,00	0,00	0,00	0,00
676101	Intérêts emprunts opérations financières				0,00
677100	Intérêts négatifs BDF				0,00
679 INTERETS FINANCIERS		80 000,00	0,00	26 000,00	106 000,00
679300	Commissions sur opérations trésorerie	2 000,00			2 000,00
679420	Commissions carte bancaire	10 000,00		2 000,00	12 000,00
679421	Commissions carte bancaire	2 000,00		1 000,00	3 000,00
679710	Retrocession d'intérêts sur acomptes	57 000,00		20 000,00	77 000,00
679711	Intérêts sur ventes partielles gages	4 000,00			4 000,00
679730	Charges diverses exploitation bancaire	5 000,00		3 000,00	8 000,00
CH 68 DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		535 000,00	0,00	0,00	535 000,00
681 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		185 000,00	0,00	0,00	185 000,00
681100	Dotations aux amortissements logiciels	20 000,00			20 000,00
681200	Dotations aux amortissements constructions	80 000,00			80 000,00
681400	Dotations aux amortissements matériel/outillage	35 000,00			35 000,00
681500	Dotations aux amortissements matériel transport				0,00
681600	Dotations aux amortissements mobilier	50 000,00			50 000,00

685 DOTATIONS AUX PROVISIONS		350 000,00	0,00	0,00	350 000,00
685110	Dotations capitaux créances douteuses prêts perso.	60 000,00			60 000,00
685120	Dotations intérêts créances douteuses prêts perso.	20 000,00			20 000,00
685140	Dotations provisions intérêts prêts sur gages	60 000,00			60 000,00
685500	Dotations provisions autres charges d'exploitation	80 000,00			80 000,00
685501	Dotation provisions encours PSG	80 000,00			80 000,00
685800	Dotations provisions FRBG	50 000,00			50 000,00
686 DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORT. EXCEPTIONNELS		0,00	0,00	0,00	0,00
686200	Dotations aux amortissements dérogatoires				0,00
CH 69 IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES		400 000,00	-100 000,00	80 000,00	380 000,00
690 IMPOTS SUR LES SOCIETES		400 000,00	-100 000,00	80 000,00	380 000,00
690000	Impôts sur les bénéfices	400 000,00	-100 000,00	80 000,00	380 000,00
CH 87 PERTS ET PROFITS		61 000,00	0,00	0,00	61 000,00
874 CHARGES EXCEPTIONNELLES		61 000,00	0,00	0,00	61 000,00
874010	Pertes sur réalisations autres immobilisations				0,00
874300	Titres annulés	5 000,00			5 000,00
874500	Indemnités gages perdus	2 000,00			2 000,00
874601	Capitaux créances irréc.couv.par provisions	10 000,00			10 000,00
874602	Intérêts créances irréc.couv. par provisions	10 000,00			10 000,00
874611	Capitaux créances irréc. Non couvertes	10 000,00			10 000,00
874612	Intérêts créances irréc.non couvertes	4 000,00			4 000,00
874620	Décote sur prêts réaménagés	10 000,00			10 000,00
874700	Créances emp. DCD couvertes par provisions	10 000,00			10 000,00
SOUS TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		5 890 000,00	0,00	0,00	5 890 000,00
880000 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		97 000,00			97 000,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		5 987 000,00	0,00	0,00	5 987 000,00



FONCTIONNEMENT RECETTES CHAPITRE	Budget 2025	DM N°1	DM N°2	Budget 2025 + DM
CH 70 PRODUITS DES OPERATIONS DE PRETS	4 950 500,00	60 000,00	0,00	5 010 500,00
CH 73 CHARGES RECUPERES	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
CH 76 PRODUITS ACCESSOIRES	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
CH 77 PRODUITS FINANCIERS	450 000,00	0,00	0,00	450 000,00
CH78 REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	270 000,00	-60 000,00	0,00	210 000,00
CH 87 PERTES ET PROFITS	206 500,00	0,00	0,00	206 500,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	5 987 000,00	0,00	0,00	5 987 000,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Articles		Budget 2025	DM N°1	DM N°2	Budget 2025 +DM
	Recettes				
CH 70 PRODUITS DES OPERATIONS DE PRE+A8:F39TS		4 950 500,00	60 000,00	0,00	5 010 500,00
700 INTERETS ET DROITS PRETS SUR GAGES		4 530 000,00	60 000,00	0,00	4 590 000,00
700010	Intérêts et droits fixes prêt sur gages	230 000,00			230 000,00
700020	Intérêts variables prêts sur gages	3 950 000,00	60 000,00		4 010 000,00
700030	>Intérêts et pénalités de retard PSG	350 000,00			350 000,00
702 INTERETS SUR GREANCES NANTIES		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
702001	Intérêts prêts fonctionnaires	30 000,00			30 000,00
702002	Intérêts prêts privé	7 000,00			7 000,00
702003	Intérêts prêts retraités et prêt mensuels	3 000,00			3 000,00
702004	Intérêts prêts santé				0,00
702005	Intérêts prêts personnels				0,00
702014	Intérêts prêts travaux	3 000,00			3 000,00
702015	Intérêts prêts dév. Durable				0,00
702020	Intérêts prêts autos	4 000,00			4 000,00
702095	Intérêts prêts microcrédits	3 000,00			3 000,00
703 DROITS ET FRAIS DE DOSSIERS SUR PRETS		0,00	0,00	0,00	0,00
703001	Frais de dossier prêts fonctionnaires				0,00
703002	Frais de dossier prêts privé				0,00
703003	Frais de dossier prêts retraités				0,00
703014	Frais de dossier prêts travaux				0,00
703020	Frais de dossier prêts autos				0,00
705 INTERETS DE RETARD ET PENALITES		15 500,00	0,00	0,00	15 500,00
705101	Intérêts prêts fonctionnaires contentieux	4 500,00			4 500,00
705102	Intérêts prêts salariés contentieux	2 000,00			2 000,00
705103	Intérêts prêts retraités contentieux	3 000,00			3 000,00
705114	Intérêts prêts travaux contentieux	2 000,00			2 000,00
705120	Intérêts prêts autos contentieux	2 500,00			2 500,00
705201	Pénalités prêts fonctionnaires contentieux	200,00			200,00
705202	Pénalités sur prêts salariés contentieux	200,00			200,00
705203	Pénalités prêts retraités contentieux	300,00			300,00
705214	Pénalités prêts travaux	300,00			300,00
705220	Pénalités sur prêts autos contentieux	200,00			200,00
705270	Pénalités sur prêts sociaux contentieux	300,00			300,00
706 INTERETS INTERCALAIRES		0,00	0,00	0,00	0,00
706001	Intérêts intercalaires prêts fonctionnaires				0,00
706002	Intérêts prêts privé				0,00
706003	Intérêts intercalaires prêts retraités				0,00
706004	Intérêts prêts santé				0,00
706014	Intérêts intercalaires prêts travaux				0,00
706020	Intérêts intercalaires prêts autos				0,00
706095	Intérêts intercalaires microcrédits				0,00
707 DROITS SUR ADJUDICATIONS		355 000,00	0,00	0,00	355 000,00
707000	Droits sur adjudications	355 000,00			355 000,00
CH 73 CHARGES RECUPEREES		80 000,00	0,00	0,00	80 000,00

731 RECouvreMENT DE PRESTATIONS		70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
731100	Remboursement salaires par assurance	60 000,00			60 000,00
731400	Remboursements frais authentification				0,00
731600	Ventes de catalogues				0,00
731900	Divers remboursements	10 000,00			10 000,00
736 AFFRANCHISSEMENTS RECUPERES		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
736000	Affranchissements récupérés	10 000,00			10 000,00
738 FRAIS DE POURSUITES RECUPERES		0,00	0,00	0,00	0,00
738000	Frais de poursuites récupérés				0,00
CH76 PRODUITS ACCESSOIRES		30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
763 REVENUS DES IMMEUBLES		30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
763000	Revenus des immeubles	30 000,00			30 000,00
CH77 PRODUITS FINANCIERS		450 000,00	0,00	0,00	450 000,00
770 REVENUS DE TITRES ET VALEURS		80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
770102	Revenus titres de placement	80 000,00			80 000,00
770115	Revenus SICAV, FCP				0,00
771 REVENUS DES PLACEMENTS		300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
771120	Compte à terme intérêts	300 000,00			300 000,00
771013	Intérêts compte Banque Postale				0,00
779 PRODUITS FINANCIERS DIVERS		70 000,00	0,00	0,00	70 000,00
779332	Frais pour dispense de caution				0,00
779333	CNP				0,00
779334	Frais d'opposition prêts sur gages				0,00
779335	Frais de préparation à la vente	61 000,00			61 000,00
779337	Frais de publicité des gages	4 000,00			4 000,00
779338	Commissions opérations clients gages	4 000,00			4 000,00
779339	Commissions sur commercialisation prêts	1 000,00			1 000,00
CH 78 REPRISE SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS		270 000,00	-60 000,00	0,00	210 000,00
785110	Reprises provisions créances irrécouvrables	25 000,00			25 000,00
785120	Reprises provisions intérêts douteux prêts pers.	5 000,00			5 000,00
785140	Reprises provisions intérêts douteux PSG	20 000,00			20 000,00
785150	Reprises provision d'actualisation	5 000,00			5 000,00
785500	Reprises autres provisions d'exploitations	50 000,00			50 000,00
785501	Reprises provisions PSG	120 000,00	-60 000,00		60 000,00
786200	Reprise amortissements dérogatoires	25 000,00			25 000,00
786500	Reprise provisions FRBG	20 000,00			20 000,00
CH 87 PERTES ET PROFITS		206 500,00	0,00	0,00	206 500,00
875 PERTES ET PROFITS EXCEPTIONNELS		206 500,00	0,00	0,00	206 500,00
875010	Vente bâtiment AIX				0,00
875300	Mandats annulés	500,00			500,00
875400	Dettes atteintes par la déchéance	200 000,00			200 000,00
875500	Recouvrement après admission en non valeur	5 000,00			5 000,00
875920	Reprise décote/prêts soldés	1 000,00			1 000,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		5 987 000,00	0,00	0,00	5 987 000,00



Délibération n° 2025-57

Budget primitif 2026

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09/10/2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée



LE CONSEIL,

Vu les articles L.514-1 et suivants, R.514-23 et suivants et D.514-1 et suivants du Code Monétaire et Financier,
Vu les articles L.2312-1 et L.1612-4 et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° 2025-40 portant sur le rapport d'orientation budgétaire,
Vu le budget primitif 2026 annexé à la présente délibération,
Vu le rapport présenté par le Directeur Général :

DELIBERE ,

Article 1 : Le budget primitif pour l'année 2026 est adopté tel que retrace dans les tableaux récapitulatifs ci-après et présenté en détail dans le document joint en annexe.

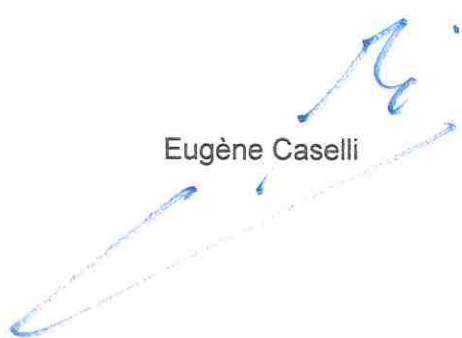
Article 2 : Les crédits sont votés au niveau du chapitre en dépenses et en recettes, en section d'investissement et en section de fonctionnement.

Article 3 : Le Directeur Général du Crédit Municipal de Marseille est autorisé à procéder par virement de crédit à tout transfert de crédit d'article à article au sein d'un même chapitre.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli





Crédit Municipal
de *Marseille*

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

BUDGET PRIMITIF 2026



SOMMAIRE

1. RAPPORT DE DU DIRECTEUR
2. SECTION DE FONCTIONNEMENT
 1. Evolution des chapitres de dépenses et de recettes de la section de fonctionnement par rapport au budget voté 2025
3. SECTION D'INVESTISSEMENT
 1. Evolutions des chapitres de dépenses et de recettes de la section d'investissement par rapport au budget voté 2025
4. VOTE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
5. VOTE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
6. BALANCE GENERALE
7. ETAT DE LA DETTE
8. TABLEAU DES EFFECTIFS PREVISIONNELS AU 31/12/2025



Rapport de présentation du directeur général

Budget Primitif 2026

Le CMM connaît pour les années à venir des enjeux majeurs et vitaux pour lui après des années de sous-investissement chroniques. Ces enjeux sont d'ordres divers :

- Migration informatique permettant au CMM d'utiliser les outils digitaux actuels et de répondre correctement aux exigences réglementaires (LABLAT, DORA, KYC, ...) imposées par le régulateur (ACPR). Une absence de réponse ou une réponse insuffisante pouvant entraîner des sanctions jusqu'à la suspension de l'agrément.
- Migration de l'outil de travail vers un nouveau bâtiment aux normes actuels et permettant une modernisation (automatisation, digitalisation) de nos activités indispensables pour poursuivre sereinement les activités de PSG dans les années à venir. Poursuite rendue très incertaine du fait de la vétusté, du surdimensionnement et du manque d'entretien du bâtiment actuel.
- Un renforcement très important des compétences RH perdues au fil du temps (départ, retraites, etc.) avec le recrutement de compétence de DG, de risque, de développement de communication. Ceci afin de structurer, assurer et redéployer l'activité du CMM et lui assurer un avenir.
- Une relance d'une forte dynamique de développement sur la communication (web, événements, salons, partenariats, etc.), la création de nouveaux métiers (conservation, gardiennage, évaluation, ...) permettant d'enrayer l'érosion progressive du PSG et de l'activité de placement client.

Le budget primitif 2026 présenté ce jour reflète donc cette profonde transformation du CMM entamée dès 2025 sur des thématiques aussi variées que la migration informatique vers le GIE CM, le lancement du projet de déménagement vers d'autres locaux sur Marseille et, accessoirement, la vente des locaux actuels. Le renforcement des équipes de direction avec l'arrivée de nouvelles compétences. Le développement et le redéploiement de l'activité au travers d'une relance du micro-crédit, de la communication et le développement de nouveaux métiers (conservation, expertise, etc.)

Ainsi en matière **D'INVESTISSEMENT** c'est la migration informatique qui porte l'essentiel de l'effort. Nous prévoyons un investissement massif dans nos outils informatiques à hauteur de 280 Ke plus 60 Ke de matériels. Mais également les agencements et installations nécessaires (caisses automatiques, etc.) pour 170 Ke ainsi que 50 Ke de mobiliers permettant l'utilisation de ces nouveaux matériels.

Les amortissements augmentent donc en parallèle à hauteur de 215 Ke.

Le financement de ces investissements pourra se faire en fonds propres et en recourant à l'emprunt à hauteur de 300 Ke ce qui représente un effort très mesuré pour le CMM.



En matière de **PRODUITS** d'activité nous anticipons une hausse de 6% de nos intérêts et droits perçus (4,865 millions d'euros) sur le PSG en anticipant une hausse de nos encours de crédit due au niveau élevé du cours de l'or. Notre quantum est ainsi passé à 40 euros en décembre 2025 avec un kg d'or tutoyant les 115 Ke. Le prix devrait se maintenir à ce niveau courant 2026. Nous anticipons également un maintien de notre activité en volume client et engagements.

Enfin, nous prévoyons une augmentation des intérêts du Micro-Crédit de 3000 à 5000 euros marquant une reprise de cette activité.

Sur les autres natures de crédit, nous restons prudents en anticipant une baisse des prêts sociaux du fait de la période électorale. Ils passent de 30 à 25 Ke d'intérêts perçus.

Sur la partie contentieux et intérêts de retards nous ne prévoyons aucune évolution et maintenons le produit à 15 Ke. Idem sur les ventes et adjudications maintenues à 350 Ke malgré le nouvel usage d'Inter-enchères.

Pour les produits financiers, nous prévoyons une baisse sensible de la rémunération de nos placements avec une inflation à 1% et des taux de placement réel entre 1 et 2%. Et une remise au plus juste des nos recettes surévaluées les années passées.

Les autres produits ne varient pas ou peu par manque de visibilité sur l'année 2026.

Pour la partie **DEPENSES**, nous maintenons un haut niveau d'exigence en maintenant les achats globaux au même niveau à 59 Ke, + 1000 euros d'une année sur l'autre.

Pour le poste rémunération, nous anticipons une hausse de 5% à 2,462 Ke vs 2,342 Ke, les nombreux départs en retraite étant compensés par l'arrivée de nouvelles compétences et l'appoint de profils type alternant, service civique. Renforçant ainsi notre mission sociale. La rémunération des personnes non titulaires augmentant de 40% à 420 Ke.

Les postes matériels, entretien, réparation, fournitures sont volontairement stabilisés au même niveau que 2025.

Le poste prestation de service augmente en revanche très fortement de 50%. Du fait de deux postes, la prestation informatique GIE et ONE COMPUTER et la prestation AMOA de GdM Consulting qui nous accompagne dans la transition en 2026.

Le poste publicité augmente de 33% afin d'accompagner le redéploiement d'activité du CMM entamé en 2025 (cf vente de prestige) et s'établit à 64 Ke. A noter la volonté de nouer des partenariats avec des associations inclusives.

Les frais financiers diminuent de 2,71 % du fait de la baisse de nos placements clients. Placements qui devront être relancés en 2026 pour accroître de nouvelles ressources financières (dépôts).

Les autres postes varient de manière faible ou peu significative.




Crédit Municipal
de *Marseille*

Conseil d'orientation et de surveillance


Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES



 BUDGET PRIMITIF 2026				
FONCTIONNEMENT DEPENSES CHAPITRE	BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
60 ACHATS	58 000,00	59 000,00		1,72%
61 FRAIS PERSONNEL	2 342 000,00	2 462 000,00		5,12%
62 IMPOTS ET TAXES	244 000,00	243 000,00		-0,41%
63 TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS	1 659 000,00	1 975 000,00		19,05%
64 TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	23 000,00	26 000,00		13,04%
65 OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL	81 000,00	95 000,00		17,28%
66 FRAIS DE GESTION	286 000,00	296 000,00		3,50%
67 FRAIS FINANCIERS	221 000,00	215 000,00		-2,71%
68 DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	535 000,00	600 000,00		12,15%
69 IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES	380 000,00	65 000,00		-82,89%
87 PERTES ET PROFITS	61 000,00	101 000,00		65,57%
VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	97 000,00			-100,00%
EXCEDENT A CAPITALISER		4 000,00		100,00%
TOTAUX	5 987 000,00	6 141 000,00		2,57%




**Crédit Municipal
de Marseille**

BUDGET PRIMITIF 2026

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Articles	Dépenses	BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
EXCEDENT POUR INVESTISSEMENT					
CH 60 ACHATS		58 000,00	59 000,00		1,72%
602 MATIERES ET FOURNITURES CONSOMMABLES		58 000,00	59 000,00		1,72%
602030	Essence	2 500,00	3 000,00		20,00%
602040	Fournitures informatiques	25 000,00	25 000,00		0,00%
602050	Produits d'entretien	5 000,00	3 000,00		-40,00%
602060	Matières et fournitures atelier	500,00	2 000,00		300,00%
602070	Matières et fournitures magasin	3 000,00	3 000,00		0,00%
602080	Fournitures de bureau	14 000,00	15 000,00		7,14%
602090	Fournitures diverses	8 000,00	8 000,00		0,00%
CH 61 FRAIS DE PERSONNEL		2 342 000,00	2 462 000,00		5,12%
612 REMUNERATIONS DU PERSONNEL		1 542 000,00	1 670 000,00		8,30%
612000	Rémunération du personnel titulaire	1 242 000,00	1 250 000,00		0,64%
612500	Rémunération du personnel non titulaires	300 000,00	420 000,00		40,00%
615 REMUNERATIONS DIVERSES		85 000,00	90 000,00		5,88%
615000	Autres rémunérations	85 000,00	90 000,00		5,88%
617 CHARGES SOCIALES ET REGIMES PREVOYANCE		681 000,00	670 000,00		-1,62%
617100	Assurances sociales	160 000,00	160 000,00		0,00%
617200	CNRACL	335 000,00	330 000,00		-1,49%
617201	Cotisation retraite additionnelle	11 000,00	10 000,00		-9,09%
617300	ASSEDIC	10 000,00	15 000,00		50,00%
617400	Allocations familiales	80 000,00	75 000,00		-6,25%
617500	Accidents du travail auxiliaires	5 000,00	0,00		-100,00%
617600	Accidents du travail titulaires				
617700	Capital décès	80 000,00	80 000,00		0,00%
619 AUTRES FRAIS DE PERSONNEL		34 000,00	32 000,00		-5,88%
619200	Remboursements abonnements transports	6 500,00	8 000,00		23,08%
619210	Complémentaire santé	27 500,00	24 000,00		-12,73%
CH 62 IMPOTS ET TAXES		244 000,00	243 000,00		-0,41%
620 IMPOTS ET TAXES		226 000,00	226 000,00		0,00%
620100	Taxe sur les salaires	185 000,00	185 000,00		0,00%
620200	Cotisation fonds aide au logement	6 000,00	6 000,00		0,00%
620500	Fonds insertion personnes handicapées	4 000,00	4 000,00		0,00%
620800	Versement transport	31 000,00	31 000,00		0,00%
624 DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE		2 000,00	0,00		-100,00%
624400	Redevances diverses	2 000,00	0,00		-100,00%
629 AUTRES IMPOTS		16 000,00	17 000,00		6,25%
629900	Autres impôts		0,00		
629901	Taxe d'apprentissage	10 000,00	10 000,00		0,00%
629905	Taxes foncières	6 000,00	7 000,00		16,67%
CH 63 TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS		1 659 000,00	1 975 000,00		19,05%



Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

630 LOCATION DE MATERIEL		252 000,00	241 000,00		-4,37%
630000	Location machine à affranchir	6 000,00	6 000,00		0,00%
630010	Location ordinateur AS 400	90 000,00	90 000,00		0,00%
630011	Location TPE	1 000,00	1 000,00		0,00%
630020	Location photocopieurs	6 000,00	6 000,00		0,00%
630030	Location standard téléphonique				
630040	Location imprimantes				
630090	Locations diverses	20 000,00	20 000,00		0,00%
630091	Locations informatique	122 000,00	100 000,00		-18,03%
630092	Locations véhicule	7 000,00	8 000,00		14,29%
630093	Locations salles / Ets externalisés	7 000,00	10 000,00		42,86%
631 ENTRETIEN ET REPARATIONS		146 000,00	143 000,00		-2,05%
631100	Contrats d'entretien	61 000,00	60 000,00		-1,64%
631200	Entretien véhicule	3 000,00	3 000,00		0,00%
631300	Entretien nappes et torchons				
631400	Entretien des locaux	62 000,00	60 000,00		-3,23%
631900	Entretien et réparations diverses	20 000,00	20 000,00		0,00%
633 PETIT MATERIEL ET REPARATIONS		19 000,00	19 000,00		0,00%
633000	Atelier	1 000,00	1 000,00		0,00%
633200	Mobilier de bureau	4 000,00	4 000,00		0,00%
633300	Matériel de bureau	4 000,00	4 000,00		0,00%
633400	Matériel informatique	5 000,00	5 000,00		0,00%
633900	Matériel divers	5 000,00	5 000,00		0,00%
634 FOURNITURES EXTERIEURES		88 000,00	88 000,00		0,00%
634000	Electricité	60 000,00	60 000,00		0,00%
634100	Eau et assainissement	3 000,00	3 000,00		0,00%
634200	Gaz	25 000,00	25 000,00		0,00%
636 PRESTATIONS DE SERVICE		650 000,00	980 000,00		50,77%
636100	Surveillance des locaux	150 000,00	120 000,00		-20,00%
636110	Maintenance programmes informatiques	45 000,00	45 000,00		0,00%
636130	SEPA	6 000,00	6 000,00		0,00%
636140	Banque de France	4 000,00	4 000,00		0,00%
636800	Prestations diverses	335 000,00	170 000,00		-49,25%
636801	Prestations Cybersécurité	40 000,00	30 000,00		-25,00%
636802	Maîtrise des risques CTL PERIOD DPO	50 000,00	40 000,00		-20,00%
636803	Formation	20 000,00	30 000,00		50,00%
636804	Prestations informatiques (GIE, ONE COMPUTER)		315 000,00		100,00%
636805	Prestations AMOA informatiques		220 000,00		100,00%
637 REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES		390 000,00	375 000,00		-3,85%
637000	Droits de prise	140 000,00	150 000,00		7,14%
637100	Vacations des ventes	150 000,00	150 000,00		0,00%
637200	Divers	75 000,00	50 000,00		-33,33%
637300	Honoraires commissaires aux comptes	25 000,00	25 000,00		0,00%
638 ASSURANCES		114 000,00	129 000,00		13,16%
638000	Assurance incendie	10 500,00	11 000,00		4,76%
638100	Assurance vols détournements	97 000,00	110 000,00		13,40%
638300	Responsabilité civile	3 000,00	3 000,00		0,00%
638500	Assurance véhicules	3 500,00	5 000,00		42,86%
CH 64 TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS		23 000,00	26 000,00		13,04%
641 VOYAGES ET DEPLACEMENTS		12 000,00	15 000,00		25,00%
641000	Voyages et déplacements	12 000,00	15 000,00		25,00%
642 TRANSPORTS DE FONDS		10 000,00	10 000,00		0,00%
642000	Transports de fonds	10 000,00	10 000,00		0,00%
644 TRANSPORTS DE GAGES		0,00	0,00		0,00%
644000	Transports de gages				0,00%
647 FRETS ET TRANSPORTS ADMINISTRATIFS		1 000,00	1 000,00		0,00%
647000	Frete et transports administratifs	1 000,00	1 000,00		0,00%



CH 65 OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL		81 000,00	95 000,00		17,28%
650 DEGAGEMENTS GRATUITS		8 000,00	8 000,00		0,00%
650000	Dégagements gratuits	8 000,00	8 000,00		0,00%
651 AUTRES OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL		73 000,00	87 000,00		19,18%
651000	Action sociale en faveur du personnel	69 000,00	77 000,00		11,59%
651100	Autres opérations à caractère social	4 000,00	10 000,00		150,00%
CH 66 FRAIS DE GESTION		286 000,00	296 000,00		3,50%
660 PUBLICITE		48 000,00	64 000,00		33,33%
660000	Publicité des ventes	10 000,00	25 000,00		150,00%
660100	Publicité commerciale PSG	18 000,00	8 000,00		-55,56%
660101	Publicité commerciale Prêts personnels				
660200	Publicité appels d'offres et autres	10 000,00	6 000,00		-40,00%
660300	Confection supports publicitaires				
660900	Publicité divers	10 000,00	25 000,00		150,00%
661 MISSIONS ET RECEPTIONS		17 000,00	15 000,00		-11,76%
661000	Missions et réceptions	17 000,00	15 000,00		-11,76%
662 IMPRIMES ADMINISTRATIFS		15 000,00	15 000,00		0,00%
662000	Imprimés administratifs	15 000,00	15 000,00		0,00%
663 DOCUMENTATION GENERALE		9 000,00	10 000,00		11,11%
663000	Documentation générale	9 000,00	10 000,00		11,11%
664 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET AFFRANCH.		67 000,00	68 000,00		1,49%
664000	Lignes spécialisées	36 000,00	40 000,00		11,11%
664100	Téléphone	13 000,00	10 000,00		-23,08%
664200	Timbres postes	15 000,00	15 000,00		0,00%
664300	Services de télécommunication	1 000,00	1 000,00		0,00%
664400	S.M.S	2 000,00	2 000,00		0,00%
665 FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX		4 000,00	4 000,00		0,00%
665000	Frais d'actes et de contentieux	4 000,00	4 000,00		0,00%
666 INTERESSEMENT PERSONNEL PLACEMENTS BDC		22 000,00	10 000,00		-54,55%
666000	Intéressement personnel aux placements BDC	22 000,00	10 000,00		-54,55%
667 COTISATIONS CONFERENCE PERMANENTE		13 000,00	15 000,00		15,38%
667000	Cotisations à la Conférence Permanente	13 000,00	15 000,00		15,38%
668 AUTRES FRAIS DIVERS DE GESTION		91 000,00	95 000,00		4,40%
668201	Achat chèques restaurant	45 000,00	45 000,00		0,00%
668203	Cotisations CDG 13 ET CNFPT	30 000,00	30 000,00		0,00%
668205	Charges de copropriété	5 000,00	5 000,00		0,00%
668209	Autres frais de gestion	11 000,00	15 000,00		36,36%
CH 67 FRAIS FINANCIERS		221 000,00	215 000,00		-2,71%
670 INTERETS DES BONS DE CAISSE		105 000,00	120 000,00		14,29%
670100	Intérêts des BDC payés d'avance				
670200	Intérêts des BDC payés à échéance	105 000,00	120 000,00		14,29%
674 INTERETS DES AVANCES		10 000,00	10 000,00		0,00%
674000	Intérêts des avances ville	10 000,00	10 000,00		0,00%
675 INTERETS DES EMPRUNTS POUR INVESTISSEMENTS		0,00	10 000,00		100,00%
675000	Intérêts des emprunts investissements/Ets de crédit		10 000,00		100,00%
679 INTERETS FINANCIERS		106 000,00	75 000,00		-29,25%
679300	Commissions sur opérations trésorerie	2 000,00	1 000,00		-50,00%
679420	Commissions carte bancaire	12 000,00	12 000,00		0,00%
679421	Commissions carte bancaire	3 000,00	4 000,00		33,33%
679710	Retrocession d'intérêts sur acomptes	77 000,00	50 000,00		-35,06%
679711	Intérêts sur ventes partielles gages	4 000,00	0,00		-100,00%
679730	Charges diverses exploitation bancaire	8 000,00	8 000,00		0,00%
CH 68 DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		535 000,00	600 000,00		12,15%
681 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		185 000,00	250 000,00		35,14%
681100	Dotations aux amortissements logiciels	20 000,00	20 000,00		0,00%
681200	Dotations aux amortissements constructions	80 000,00	80 000,00		0,00%
681400	Dotations aux amortissements matériel/outillage	35 000,00	70 000,00		100,00%
681010	Amortissements frais d'établissement et d'études		15 000,00		
681600	Dotations aux amortissements mobilier	50 000,00	65 000,00		30,00%



685 DOTATIONS AUX PROVISIONS		350 000,00	350 000,00		0,00%
685110	Dotations capitaux créances douteuses prêts perso.	60 000,00	60 000,00		0,00%
685120	Dotations intérêts créances douteuses prêts perso.	20 000,00	20 000,00		0,00%
685140	Dotations provisions intérêts prêts sur gages	60 000,00	60 000,00		0,00%
685500	Dotations provisions autres charges d'exploitation	80 000,00	80 000,00		0,00%
685501	Dotation provisions encours PSG	80 000,00	80 000,00		0,00%
685800	Dotations provisions FRBG	50 000,00	50 000,00		0,00%
686 DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORT. EXCEPTIONNELS		0,00	0,00		0,00%
686200	Dotations aux amortissements dérogatoires				0,00%
CH 69 IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES		380 000,00	65 000,00		-82,89%
690 IMPOTS SUR LES SOCIETES		380 000,00	65 000,00		-82,89%
690000	Impôts sur les bénéfices	380 000,00	65 000,00		-82,89%
CH 87 PERTES ET PROFITS		61 000,00	101 000,00		65,57%
874 CHARGES EXCEPTIONNELLES		61 000,00	101 000,00		65,57%
874010	Pertes sur réalisations autres immobilisations				
874300	Titres annulés	5 000,00	5 000,00		0,00%
874500	Indemnités gages perdus	2 000,00	2 000,00		0,00%
874601	Capitaux créances irréc.couv.par provisions	10 000,00	60 000,00		500,00%
874602	Intérêts créances irréc.couv. par provisions	10 000,00	10 000,00		0,00%
874611	Capitaux créances irréc. Non couvertes	10 000,00	10 000,00		0,00%
874612	Intérêts créances irréc.non couvertes	4 000,00	4 000,00		0,00%
874620	Décote sur prêts réaménagés	10 000,00	10 000,00		0,00%
874700	Créances emp. DCD couvertes par provisions	10 000,00	0,00		-100,00%
SOUS TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		5 890 000,00	6 137 000,00		4,19%
880000 EXCEDENT A CAPITALISER		97 000,00	4 000,00		-95,88%
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		5 987 000,00	6 141 000,00		2,57%




Crédit Municipal
de *Marseille*

Conseil d'orientation et de surveillance


Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES



<div> BUDGET PRIMITIF 2026</div>				
FONCTIONNEMENT RECETTES CHAPITRE	BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
CH 70 PRODUITS DES OPERATIONS DE PRETS	5 010 500,00	5 271 000,00		5,20%
CH 73 CHARGES RECUPERES	80 000,00	80 000,00		0,00%
CH 76 PRODUITS ACCESSOIRES	30 000,00	30 000,00		0,00%
CH 77 PRODUITS FINANCIERS	450 000,00	364 000,00		-19,11%
CH78 REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	210 000,00	190 000,00		-9,52%
CH 87 PERTES ET PROFITS	206 500,00	206 000,00		-0,24%
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	5 987 000,00	6 141 000,00		2,57%



 Crédit Municipal de Marseille		BUDGET PRIMITIF 2026			
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Articles	Recettes	BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
CH 70 PRODUITS DES OPERATIONS DE PRETS SUR GAGES		5 010 500,00	5 271 000,00		5,20%
700 INTERETS ET DROITS PRETS SUR GAGES		4 590 000,00	4 865 000,00		5,99%
700010	Intérêts et droits fixes prêt sur gages	230 000,00	255 000,00		10,87%
700020	Intérêts variables prêts sur gages	4 010 000,00	4 250 000,00		5,99%
700030	Intérêts et pénalités de retard PSG	350 000,00	360 000,00		2,86%
702 INTERETS SUR GREANCES NANTIES		50 000,00	41 000,00		-18,00%
702001	Intérêts prêts fonctionnaires	30 000,00	25 000,00		-16,67%
702002	Intérêts prêts privé	7 000,00	5 000,00		-28,57%
702003	Intérêts prêts retraités et prêt mensuels	3 000,00	2 000,00		-33,33%
702004	Intérêts prêts santé				
702005	Intérêts prêts personnels				
702014	Intérêts prêts travaux	3 000,00	2 000,00		-33,33%
702015	Intérêts prêts dév. Durable				
702020	Intérêts prêts autos	4 000,00	2 000,00		-50,00%
702095	Intérêts prêts microcrédits	3 000,00	5 000,00		66,67%
703 DROITS ET FRAIS DE DOSSIERS SUR PRETS		0,00	0,00		0,00%
703001	Frais de dossier prêts fonctionnaires				
703002	Frais de dossier prêts privé				
703003	Frais de dossier prêts retraités				
703014	Frais de dossier prêts travaux				
703020	Frais de dossier prêts autos				
705 INTERETS DE RETARD ET PENALITES		15 500,00	15 000,00		-3,23%
705101	Intérêts prêts fonctionnaires contentieux	4 500,00	4 000,00		-11,11%
705102	Intérêts prêts salariés contentieux	2 000,00	2 000,00		0,00%
705103	Intérêts prêts retraités contentieux	3 000,00	3 000,00		0,00%
705114	Intérêts prêts travaux contentieux	2 000,00	2 000,00		0,00%
705120	Intérêts prêts autos contentieux	2 500,00	2 500,00		0,00%
705201	Pénalités prêts fonctionnaires contentieux	200,00	200,00		0,00%
705202	Pénalités sur prêts salariés contentieux	200,00	200,00		0,00%
705203	Pénalités prêts retraités contentieux	300,00	300,00		0,00%
705214	Pénalités prêts travaux	300,00	300,00		0,00%
705220	Pénalités sur prêts autos contentieux	200,00	200,00		0,00%
705270	Pénalités sur prêts sociaux contentieux	300,00	300,00		0,00%
706 INTERETS INTERCALAIRES		0,00	0,00		0,00%
706001	Intérêts intercalaires prêts fonctionnaires				
706002	Intérêts prêts privé				
706003	Intérêts intercalaires prêts retraités				
706004	Intérêts prêts santé				
706014	Intérêts intercalaires prêts travaux				
706020	Intérêts intercalaires prêts autos				
706095	Intérêts intercalaires microcrédits				
707 DROITS SUR ADJUDICATIONS		355 000,00	350 000,00		-1,41%
707000	Droits sur adjudications	355 000,00	350 000,00		-1,41%
CH 73 CHARGES RECUPEREES		80 000,00	80 000,00		0,00%
731 RECOUVREMENT DE PRESTATIONS		70 000,00	70 000,00		0,00%



731 RECouvreMENT DE PRESTATIONS		70 000,00	70 000,00		0,00%
731100	Remboursement salaires par assurance	60 000,00	60 000,00		0,00%
731400	Remboursements frais authentification				
731600	Ventes de catalogues				
731900	Divers remboursements	10 000,00	10 000,00		0,00%
736 AFFRANCHISSEMENTS RECUPERES		10 000,00	10 000,00		0,00%
736000	Affranchissements récupérés	10 000,00	10 000,00		0,00%
738 FRAIS DE POURSUITES RECUPERES		0,00	0,00		0,00%
738000	Frais de poursuites récupérés				0,00%
CH76 PRODUITS ACCESSOIRES		30 000,00	30 000,00		0,00%
763 REVENUS DES IMMEUBLES		30 000,00	30 000,00		0,00%
763000	Revenus des immeubles	30 000,00	30 000,00		0,00%
CH77 PRODUITS FINANCIERS		450 000,00	364 000,00		-19,11%
770 REVENUS DE TITRES ET VALEURS		80 000,00	45 000,00		-43,75%
770102	Revenus titres de placement	80 000,00	45 000,00		-43,75%
770115	Revenus SICAV, FCP				
771 REVENUS DES PLACEMENTS		300 000,00	250 000,00		-16,67%
771120	Compte à terme intérêts	300 000,00	250 000,00		-16,67%
771013	Intérêts compte Banque Postale				
779 PRODUITS FINANCIERS DIVERS		70 000,00	69 000,00		-1,43%
779332	Frais pour dispense de caution				
779333	CNP				
779334	Frais d'opposition prêts sur gages				
779335	Frais de préparation à la vente	61 000,00	60 000,00		-1,64%
779337	Frais de publicité des gages	4 000,00	4 000,00		0,00%
779338	Commissions opérations clients gages	4 000,00	4 000,00		0,00%
779339	Commissions sur commercialisation prêts	1 000,00	1 000,00		0,00%
CH 78 REPRISE SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS		210 000,00	190 000,00		-9,52%
785110	Reprises provisions créances irrécouvrables	25 000,00	25 000,00		0,00%
785120	Reprises provisions intérêts douteux prêts pe	5 000,00	5 000,00		0,00%
785140	Reprises provisions intérêts douteux PSG	20 000,00	20 000,00		0,00%
785150	Reprises provision d'actualisation	5 000,00	5 000,00		0,00%
785500	Reprises autres provisions d'exploitations	50 000,00	50 000,00		0,00%
785501	Reprises provisions PSG	60 000,00	60 000,00		0,00%
786200	Reprise amortissements dérogatoires	25 000,00	25 000,00		0,00%
786500	Reprise provisions FRBG	20 000,00			-100,00%
CH 87 PERTES ET PROFITS		206 500,00	206 000,00		-0,24%
875 PERTES ET PROFITS EXCEPTIONNELS		206 500,00	206 000,00		-0,24%
875010	Vente bâtiment AIX				
875300	Mandats annulés	500,00	0,00		-100,00%
875400	Dettes atteintes par la déchéance	200 000,00	200 000,00		0,00%
875500	Recouvrement après admission en non valeur	5 000,00	5 000,00		0,00%
875920	Reprise décote/prêts soldés	1 000,00	1 000,00		0,00%
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		5 987 000,00	6 141 000,00		2,57%



Crédit Municipal
de *Marseille*

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

SECTION D'INVESTISSEMENT




INVESTISSEMENT DEPENSES CHAPITRE	Budget 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
CH 10 FONDS DE DOTATION	0,00	0,00		0,00%
CH 11 RESERVES	0,00	0,00		0,00%
CH 12 REPORT A NOUVEAU	0,00	0,00		0,00%
CH 15 PROVISIONS	210 000,00	190 000,00		-9,52%
CH 16 EMPRUNTS	0,00	60 000,00		100,00%
CH 20 AMORT. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	99 000,00	50 000,00		-49,49%
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	320 000,00	600 000,00		87,50%
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS	50 000,00	0,00		-100,00%
CH 26 TITRES DE PARTICIATION ET DE FILIALES	1 000,00	0,00		-100,00%
SOUS TOTAL	680 000,00	900 000,00		32,35%
88 EXCEDENT A CAPITALISER	2 000,00	0,00		-100,00%
TOTAL	682 000,00	900 000,00		31,96%

INVESTISSEMENT RECETTES CHAPITRE	Budget 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
CH 15 PROVISIONS	350 000,00	350 000,00		0,00%
CH 16 EMPRUNT POUR INVESTISSEMENT	0,00	300 000,00		100,00%
CH 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 000,00	35 000,00		75,00%
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	165 000,00	215 000,00		30,30%
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS	50 000,00	0,00		-100,00%
SOUS TOTAL	585 000,00	900 000,00		53,85%
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	97 000,00	0,00		-100,00%
TOTAL	682 000,00	900 000,00		31,96%



SECTION D'INVESTISSEMENT					
Articles		BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
DEPENSES					
CH 10 FONDS DE DOTATION		0,00	0,00		0,00%
105000	Dotation initiale				
105100	Excédents capitalisés				
105200	Bonis capitalisés				
CH 11 RESERVES		0,00	0,00		0,00%
118000	Ecart de réévaluation				
CH 12 REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00		0,00%
120000	Report à nouveau				
CH 15 PROVISIONS		210 000,00	190 000,00		-9,52%
152000	Reprise amortissements dérogatoires	25 000,00	25 000,00		0,00%
155300	Provisions pour risques bancaires	20 000,00	0,00		-100,00%
155500	Autres provisions	165 000,00	165 000,00		0,00%
CH 16 EMPRUNTS		0,00	60 000,00		100,00%
169300	Emprunts autres Etablissement de Crédit		60 000,00		100,00%
CH 20 AMORT. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		99 000,00	50 000,00		-49,49%
201300	Frais d'études	49 000,00	0,00		-100,00%
203000	Acquisition de logiciels	50 000,00	50 000,00		0,00%
CH21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES		320 000,00	600 000,00		87,50%
212300	Bâtiment administratif				
212301	Bâtiment façade				
212303	Bâtiments administratifs électricité	20 000,00	20 000,00		0,00%
212305	Bâtiments administratifs ascenseurs	20 000,00	20 000,00		0,00%
212307	Bâtiment menuiserie				
2128320	Bâtiment Aix				
214000	Acquisition de matériel hors informatique	60 000,00	280 000,00		366,67%
214100	Acquisition de matériel informatique	100 000,00	60 000,00		-40,00%
214800	Amortissements matériel hors informatique				
215000	Acquisition matériel de transport				
216000	Acquisition de mobilier, matériel de bureau	50 000,00	50 000,00		0,00%
216200	Agencements et installations	70 000,00	170 000,00		142,86%
216880	Amortissements immobilisations corporelles				
CH 23 IMMOBILISATION EN COURS		50 000,00	0,00		-100,00%
230000	Immobilisations en cours				
230100	Immobilisations incorporelles en cours	50 000,00	0,00		-100,00%
CH 26 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES		1 000,00	0,00		-100,00%
261120	Titres de participation non cotés / Clt non financ.	1 000,00	0,00		-100,00%
SOUS TOTAL		680 000,00	900 000,00		32,35%
88	Excédent à capitaliser	2 000,00			-100,00%
TOTAL		682 000,00	900 000,00		31,96%



 BUDGET PRIMITIF 2026					
RECETTES					
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT					
CH 15 PROVISIONS		350 000,00	350 000,00		0,00%
152000	Reprise amortissements dérogatoires				
155300	Provisions pour risques bancaires	50 000,00	50 000,00		0,00%
155500	Autres provisions	300 000,00	300 000,00		0,00%
CH 16 EMPRUNTS		0,00	300 000,00		100,00%
169300	Emprunt		300 000,00		100,00
CH 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		20 000,00	35 000,00		75,00%
201830	Amortissements frais d'établissement et d'études		15 000,00		100,00%
203800	Amortissement des logiciels	20 000,00	20 000,00		0,00%
204000	Droit au bail				0,00
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES		165 000,00	215 000,00		30,30%
212830	Amortissement des constructions	80 000,00	80 000,00		0,00%
214800	Amortissement du matériel hors informatique	15 000,00	40 000,00		166,67%
216000	Acquisition mobilier matériel de bureau	10 000,00			-100,00%
214810	Amortissement du matériel informatique	20 000,00	30 000,00		50,00%
216880	Amortissement du mobilier et matériel de bureau	40 000,00	65 000,00		62,50%
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS		50 000,00	0,00		-100,00%
230000	Immobilisations en cours				0,00%
230100	Immobilisations incorporelles en cours	50 000,00			-100,00%
SOUS TOTAL		585 000,00	900 000,00		53,85%
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		97 000,00			-100,00%
TOTAL		682 000,00	900 000,00		31,96%




Crédit Municipal
de *Marseille*

Conseil d'orientation et de surveillance


Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

VOTE SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES & RECETTES



<div>Crédit Municipal de Marseille</div> <div>BUDGET PRIMITIF 2026</div>				
FONCTIONNEMENT DEPENSES CHAPITRE	BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
60 ACHATS	58 000,00	59 000,00	59 000,00	1,72%
61 FRAIS PERSONNEL	2 342 000,00	2 462 000,00	2 462 000,00	5,12%
62 IMPOTS ET TAXES	244 000,00	243 000,00	243 000,00	-0,41%
63 TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS	1 659 000,00	1 975 000,00	1 975 000,00	19,05%
64 TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	23 000,00	26 000,00	26 000,00	13,04%
65 OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL	81 000,00	95 000,00	95 000,00	17,28%
66 FRAIS DE GESTION	286 000,00	296 000,00	296 000,00	3,50%
67 FRAIS FINANCIERS	221 000,00	215 000,00	215 000,00	-2,71%
68 DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	535 000,00	600 000,00	600 000,00	12,15%
69 IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES	380 000,00	65 000,00	65 000,00	-82,89%
87 PERTES ET PROFITS	61 000,00	101 000,00	101 000,00	65,57%
VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	97 000,00			-100,00%
EXCEDENT A CAPITALISER		4 000,00	4 000,00	100,00%
TOTAUX	5 987 000,00	6 141 000,00	6 141 000,00	2,57%



<div>  <div>Crédit Municipal de Marseille</div> </div> <div>BUDGET PRIMITIF 2026</div>					
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Articles	Dépenses	BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
EXCEDENT POUR INVESTISSEMENT					
CH 60 ACHATS		58 000,00	59 000,00	59 000,00	1,72%
602 MATIERES ET FOURNITURES CONSOMMABLES		58 000,00	59 000,00	59 000,00	1,72%
602030	Essence	2 500,00	3 000,00	3 000,00	20,00%
602040	Fournitures informatiques	25 000,00	25 000,00	25 000,00	0,00%
602050	Produits d'entretien	5 000,00	3 000,00	3 000,00	-40,00%
602060	Matières et fournitures atelier	500,00	2 000,00	2 000,00	300,00%
602070	Matières et fournitures magasin	3 000,00	3 000,00	3 000,00	0,00%
602080	Fournitures de bureau	14 000,00	15 000,00	15 000,00	7,14%
602090	Fournitures diverses	8 000,00	8 000,00	8 000,00	0,00%
CH 61 FRAIS DE PERSONNEL		2 342 000,00	2 462 000,00	2 462 000,00	5,12%
612 REMUNERATIONS DU PERSONNEL		1 542 000,00	1 670 000,00	1 670 000,00	8,30%
612000	Rémunération du personnel titulaire	1 242 000,00	1 250 000,00	1 250 000,00	0,64%
612500	Rémunération du personnel non titulaires	300 000,00	420 000,00	420 000,00	40,00%
615 REMUNERATIONS DIVERSES		85 000,00	90 000,00	90 000,00	5,88%
615000	Autres rémunérations	85 000,00	90 000,00	90 000,00	5,88%
617 CHARGES SOCIALES ET REGIMES PREVOYANCE		681 000,00	670 000,00	670 000,00	-1,62%
617100	Assurances sociales	160 000,00	160 000,00	160 000,00	0,00%
617200	CNRACL	335 000,00	330 000,00	330 000,00	-1,49%
617201	Cotisation retraite additionnelle	11 000,00	10 000,00	10 000,00	-9,09%
617300	ASSEDIC	10 000,00	15 000,00	15 000,00	50,00%
617400	Allocations familiales	80 000,00	75 000,00	75 000,00	-6,25%
617500	Accidents du travail auxiliaires	5 000,00	0,00	0,00	-100,00%
617600	Accidents du travail titulaires			0,00	
617700	Capital décès	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00%
619 AUTRES FRAIS DE PERSONNEL		34 000,00	32 000,00	32 000,00	-5,88%
619200	Remboursements abonnements transports	6 500,00	8 000,00	8 000,00	23,08%
619210	Complémentaire santé	27 500,00	24 000,00	24 000,00	-12,73%
CH 62 IMPOTS ET TAXES		244 000,00	243 000,00	243 000,00	-0,41%
620 IMPOTS ET TAXES		226 000,00	226 000,00	226 000,00	0,00%
620100	Taxe sur les salaires	185 000,00	185 000,00	185 000,00	0,00%
620200	Cotisation fonds aide au logement	6 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00%
620500	Fonds insertion personnes handicapées	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
620800	Versement transport	31 000,00	31 000,00	31 000,00	0,00%
624 DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE		2 000,00	0,00	0,00	-100,00%
624400	Redevances diverses	2 000,00	0,00	0,00	-100,00%
629 AUTRES IMPOTS		16 000,00	17 000,00	17 000,00	6,25%
629900	Autres impôts		0,00	0,00	
629901	Taxe d'apprentissage	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
629905	Taxes foncières	6 000,00	7 000,00	7 000,00	16,67%
CH 63 TRAVAUX ET SERVICES EXTERIEURS		1 659 000,00	1 975 000,00	1 975 000,00	19,05%



630 LOCATION DE MATERIEL		252 000,00	241 000,00	241 000,00	-4,37%
630000	Location machine à affranchir	6 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00%
630010	Location ordinateur AS 400	90 000,00	90 000,00	90 000,00	0,00%
630011	Location TPE	1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00%
630020	Location photocopieurs	6 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00%
630030	Location standard téléphonique			0,00	
630040	Location imprimantes			0,00	
630090	Locations diverses	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00%
630091	Locations informatique	122 000,00	100 000,00	100 000,00	-18,03%
630092	Locations véhicule	7 000,00	8 000,00	8 000,00	14,29%
630093	Locations salles / Ets externalisés	7 000,00	10 000,00	10 000,00	42,86%
631 ENTRETIEN ET REPARATIONS		146 000,00	143 000,00	143 000,00	-2,05%
631100	Contrats d'entretien	61 000,00	60 000,00	60 000,00	-1,64%
631200	Entretien véhicule	3 000,00	3 000,00	3 000,00	0,00%
631300	Entretien nappes et torchons			0,00	
631400	Entretien des locaux	62 000,00	60 000,00	60 000,00	-3,23%
631900	Entretien et réparations diverses	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00%
633 PETIT MATERIEL ET REPARATIONS		19 000,00	19 000,00	19 000,00	0,00%
633000	Atelier	1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00%
633200	Mobilier de bureau	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
633300	Matériel de bureau	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
633400	Matériel informatique	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00%
633900	Matériel divers	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00%
634 FOURNITURES EXTERIEURES		88 000,00	88 000,00	88 000,00	0,00%
634000	Electricité	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00%
634100	Eau et assainissement	3 000,00	3 000,00	3 000,00	0,00%
634200	Gaz	25 000,00	25 000,00	25 000,00	0,00%
636 PRESTATIONS DE SERVICE		650 000,00	980 000,00	980 000,00	50,77%
636100	Surveillance des locaux	150 000,00	120 000,00	120 000,00	-20,00%
636110	Maintenance programmes informatiques	45 000,00	45 000,00	45 000,00	0,00%
636130	SEPA	6 000,00	6 000,00	6 000,00	0,00%
636140	Banque de France	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
636800	Prestations diverses	335 000,00	170 000,00	170 000,00	-49,25%
636801	Prestations Cybersécurité	40 000,00	30 000,00	30 000,00	-25,00%
636802	Maitrise des risques CTL PERIOD DPO	50 000,00	40 000,00	40 000,00	-20,00%
636803	Formation	20 000,00	30 000,00	30 000,00	50,00%
636804	Prestations informatiques (GIE, ONE COMPUTER)		315 000,00	315 000,00	100,00%
636805	Prestations AMOA informatiques		220 000,00	220 000,00	100,00%
637 REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES		390 000,00	375 000,00	375 000,00	-3,85%
637000	Droits de priseée	140 000,00	150 000,00	150 000,00	7,14%
637100	Vacations des ventes	150 000,00	150 000,00	150 000,00	0,00%
637200	Divers	75 000,00	50 000,00	50 000,00	-33,33%
637300	Honoraires commissaires aux comptes	25 000,00	25 000,00	25 000,00	0,00%
638 ASSURANCES		114 000,00	129 000,00	129 000,00	13,16%
638000	Assurance incendie	10 500,00	11 000,00	11 000,00	4,76%
638100	Assurance vols détournements	97 000,00	110 000,00	110 000,00	13,40%
638300	Responsabilité civile	3 000,00	3 000,00	3 000,00	0,00%
638500	Assurance véhicules	3 500,00	5 000,00	5 000,00	42,86%
CH 64 TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS		23 000,00	26 000,00	26 000,00	13,04%
641 VOYAGES ET DEPLACEMENTS		12 000,00	15 000,00	15 000,00	25,00%
641000	Voyages et déplacements	12 000,00	15 000,00	15 000,00	25,00%
642 TRANSPORTS DE FONDS		10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
642000	Transports de fonds	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
644 TRANSPORTS DE GAGES		0,00	0,00	0,00	0,00%
644000	Transports de gages				0,00%
647 FRETS ET TRANSPORTS ADMINISTRATIFS		1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00%
647000	Frets et transports administratifs	1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00%



Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

CH 65 OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL		81 000,00	95 000,00	95 000,00	17,28%
650 DEGAGEMENTS GRATUITS		8 000,00	8 000,00	8 000,00	0,00%
650000	Dégagements gratuits	8 000,00	8 000,00	8 000,00	0,00%
651 AUTRES OPERATIONS A CARACTERE SOCIAL		73 000,00	87 000,00	87 000,00	19,18%
651000	Action sociale en faveur du personnel	69 000,00	77 000,00	77 000,00	11,59%
651100	Autres opérations à caractère social	4 000,00	10 000,00	10 000,00	150,00%
CH 66 FRAIS DE GESTION		286 000,00	296 000,00	296 000,00	3,50%
660 PUBLICITE		48 000,00	64 000,00	64 000,00	33,33%
660000	Publicité des ventes	10 000,00	25 000,00	25 000,00	150,00%
660100	Publicité commerciale PSG	18 000,00	8 000,00	8 000,00	-55,56%
660101	Publicité commerciale Prêts personnels			0,00	
660200	Publicité appels d'offres et autres	10 000,00	6 000,00	6 000,00	-40,00%
660300	Confection supports publicitaires			0,00	
660900	Publicité divers	10 000,00	25 000,00	25 000,00	150,00%
661 MISSIONS ET RECEPTIONS		17 000,00	15 000,00	15 000,00	-11,76%
661000	Missions et réceptions	17 000,00	15 000,00	15 000,00	-11,76%
662 IMPRIMES ADMINISTRATIFS		15 000,00	15 000,00	15 000,00	0,00%
662000	Imprimés administratifs	15 000,00	15 000,00	15 000,00	0,00%
663 DOCUMENTATION GENERALE		9 000,00	10 000,00	10 000,00	11,11%
663000	Documentation générale	9 000,00	10 000,00	10 000,00	11,11%
664 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET AFFRANCH.		67 000,00	68 000,00	68 000,00	1,49%
664000	Lignes spécialisées	36 000,00	40 000,00	40 000,00	11,11%
664100	Téléphone	13 000,00	10 000,00	10 000,00	-23,08%
664200	Timbres postes	15 000,00	15 000,00	15 000,00	0,00%
664300	Services de télécommunication	1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00%
664400	S.M.S	2 000,00	2 000,00	2 000,00	0,00%
665 FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX		4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
665000	Frais d'actes et de contentieux	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
666 INTERESSEMENT PERSONNEL PLACEMENTS BDC		22 000,00	10 000,00	10 000,00	-54,55%
666000	Intéressement personnel aux placements BDC	22 000,00	10 000,00	10 000,00	-54,55%
667 COTISATIONS CONFERENCE PERMANENTE		13 000,00	15 000,00	15 000,00	15,38%
667000	Cotisations à la Conférence Permanente	13 000,00	15 000,00	15 000,00	15,38%
668 AUTRES FRAIS DIVERS DE GESTION		91 000,00	95 000,00	95 000,00	4,40%
668201	Achat chèques restaurant	45 000,00	45 000,00	45 000,00	0,00%
668203	Cotisations CDG 13 ET CNFPT	30 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00%
668205	Charges de copropriété	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00%
668209	Autres frais de gestion	11 000,00	15 000,00	15 000,00	36,36%
CH 67 FRAIS FINANCIERS		221 000,00	215 000,00	215 000,00	-2,71%
670 INTERETS DES BONS DE CAISSE		105 000,00	120 000,00	120 000,00	14,29%
670100	Intérêts des BDC payés d'avance				
670200	Intérêts des BDC payés à échéance	105 000,00	120 000,00	120 000,00	14,29%
674 INTERETS DES AVANCES		10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
674000	Interets des avances ville	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
675 INTERETS DES EMPRUNTS POUR INVESTISSEMENTS		0,00	10 000,00	10 000,00	100,00%
675000	Intérêts des emprunts investissements/Ets de crédit		10 000,00	10 000,00	100,00%
679 INTERETS FINANCIERS		106 000,00	75 000,00	75 000,00	-29,25%
679300	Commissions sur opérations trésorerie	2 000,00	1 000,00	1 000,00	-50,00%
679420	Commissions carte bancaire	12 000,00	12 000,00	12 000,00	0,00%
679421	Commissions carte bancaire	3 000,00	4 000,00	4 000,00	33,33%
679710	Retrocession d'intérêts sur acomptes	77 000,00	50 000,00	50 000,00	-35,06%
679711	Intérêts sur ventes partielles gages	4 000,00	0,00	0,00	-100,00%
679730	Charges diverses exploitation bancaire	8 000,00	8 000,00	8 000,00	0,00%
CH 68 DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		535 000,00	600 000,00	600 000,00	12,15%
681 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		185 000,00	250 000,00	250 000,00	35,14%
681100	Dotations aux amortissements logiciels	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00%
681200	Dotations aux amortissements constructions	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00%
681400	Dotations aux amortissements matériel/outillage	35 000,00	70 000,00	70 000,00	100,00%
681010	Amortissements frais d'établissement et d'études		15 000,00	15 000,00	
681600	Dotations aux amortissements mobilier	50 000,00	65 000,00	65 000,00	30,00%




685 DOTATIONS AUX PROVISIONS		350 000,00	350 000,00	350 000,00	0,00%
685110	Dotations capitaux créances douteuses prêts perso.	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00%
685120	Dotations intérêts créances douteuses prêts perso.	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00%
685140	Dotations provisions intérêts prêts sur gages	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00%
685500	Dotations provisions autres charges d'exploitation	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00%
685501	Dotation provisions encours PSG	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00%
685800	Dotations provisions FRBG	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00%
686 DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORT. EXCEPTIONNELS		0,00	0,00	0,00	0,00%
686200	Dotations aux amortissements dérogatoires				0,00%
CH 69 IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES		380 000,00	65 000,00	65 000,00	-82,89%
690 IMPOTS SUR LES SOCIETES		380 000,00	65 000,00	65 000,00	-82,89%
690000	Impôts sur les bénéfices	380 000,00	65 000,00	65 000,00	-82,89%
CH 87 PERTS ET PROFITS		61 000,00	101 000,00	101 000,00	65,57%
874 CHARGES EXCEPTIONNELLES		61 000,00	101 000,00	101 000,00	65,57%
874010	Pertes sur réalisations autres immobilisations				
874300	Titres annulés	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00%
874500	Indemnités gages perdus	2 000,00	2 000,00	2 000,00	0,00%
874601	Capitaux créances irréc.couv.par provisions	10 000,00	60 000,00	60 000,00	500,00%
874602	Intérêts créances irréc.couv. par provisions	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
874611	Capitaux créances irréc. Non couvertes	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
874612	Intérêts créances irréc.non couvertes	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
874620	Décote sur prêts réaménagés	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
874700	Créances emp. DCD couvertes par provisions	10 000,00	0,00	0,00	-100,00%
SOUS TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		5 890 000,00	6 137 000,00	6 137 000,00	4,19%
880000 EXCEDENT A CAPITALISER		97 000,00	4 000,00	4 000,00	-95,88%
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		5 987 000,00	6 141 000,00	6 141 000,00	2,57%



FONCTIONNEMENT RECETTES CHAPITRE	BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
CH 70 PRODUITS DES OPERATIONS DE PRETS	5 010 500,00	5 271 000,00	5 271 000,00	5,20%
CH 73 CHARGES RECUPERES	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00%
CH 76 PRODUITS ACCESSOIRES	30 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00%
CH 77 PRODUITS FINANCIERS	450 000,00	364 000,00	364 000,00	-19,11%
CH 78 REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	210 000,00	190 000,00	190 000,00	-9,52%
CH 87 PERTES ET PROFITS	206 500,00	206 000,00	206 000,00	-0,24%
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	5 987 000,00	6 141 000,00	6 141 000,00	2,57%



 Crédit Municipal de Marseille					
BUDGET PRIMITIF 2026					
SECTION DE FONCTIONNEMENT					
Articles	Recettes	BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
CH 70 PRODUITS DES OPERATIONS DE PRETS SUR GAGES		5 010 500,00	5 271 000,00	5 271 000,00	5,20%
700 INTERETS ET DROITS PRETS SUR GAGES		4 590 000,00	4 865 000,00	4 865 000,00	5,99%
700010	Intérêts et droits fixes prêt sur gages	230 000,00	255 000,00	255 000,00	10,87%
700020	Intérêts variables prêts sur gages	4 010 000,00	4 250 000,00	4 250 000,00	5,99%
700030	Intérêts et pénalités de retard PSG	350 000,00	360 000,00	360 000,00	2,86%
702 INTERETS SUR GREANCES NANTIES		50 000,00	41 000,00	41 000,00	-18,00%
702001	Intérêts prêts fonctionnaires	30 000,00	25 000,00	25 000,00	-16,67%
702002	Intérêts prêts privé	7 000,00	5 000,00	5 000,00	-28,57%
702003	Intérêts prêts retraités et prêt mensuels	3 000,00	2 000,00	2 000,00	-33,33%
702004	Intérêts prêts santé			0,00	
702005	Intérêts prêts personnels			0,00	
702014	Intérêts prêts travaux	3 000,00	2 000,00	2 000,00	-33,33%
702015	Intérêts prêts dév. Durable			0,00	
702020	Intérêts prêts autos	4 000,00	2 000,00	2 000,00	-50,00%
702095	Intérêts prêts microcrédits	3 000,00	5 000,00	5 000,00	66,67%
703 DROITS ET FRAIS DE DOSSIERS SUR PRETS		0,00	0,00	0,00	0,00%
703001	Frais de dossier prêts fonctionnaires				
703002	Frais de dossier prêts privé				
703003	Frais de dossier prêts retraités				
703014	Frais de dossier prêts travaux				
703020	Frais de dossier prêts autos				
705 INTERETS DE RETARD ET PENALITES		15 500,00	15 000,00	15 000,00	-3,23%
705101	Intérêts prêts fonctionnaires contentieux	4 500,00	4 000,00	4 000,00	-11,11%
705102	Intérêts prêts salariés contentieux	2 000,00	2 000,00	2 000,00	0,00%
705103	Intérêts prêts retraités contentieux	3 000,00	3 000,00	3 000,00	0,00%
705114	Intérêts prêts travaux contentieux	2 000,00	2 000,00	2 000,00	0,00%
705120	Intérêts prêts autos contentieux	2 500,00	2 500,00	2 500,00	0,00%
705201	Pénalités prêts fonctionnaires contentieux	200,00	200,00	200,00	0,00%
705202	Pénalités sur prêts salariés contentieux	200,00	200,00	200,00	0,00%
705203	Pénalités prêts retraités contentieux	300,00	300,00	300,00	0,00%
705214	Pénalités prêts travaux	300,00	300,00	300,00	0,00%
705220	Pénalités sur prêts autos contentieux	200,00	200,00	200,00	0,00%
705270	Pénalités sur prêts sociaux contentieux	300,00	300,00	300,00	0,00%
706 INTERETS INTERCALAIRES		0,00	0,00	0,00	0,00%
706001	Intérêts intercalaires prêts fonctionnaires				
706002	Intérêts prêts privé				
706003	Intérêts intercalaires prêts retraités				
706004	Intérêts prêts santé				
706014	Intérêts intercalaires prêts travaux				
706020	Intérêts intercalaires prêts autos				
706095	Intérêts intercalaires microcrédits				
707 DROITS SUR ADJUDICATIONS		355 000,00	350 000,00	350 000,00	-1,41%
707000	Droits sur adjudications	355 000,00	350 000,00	350 000,00	-1,41%



Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

CH 73 CHARGES RECUPEREES		80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00%
731 RECOUVREMENT DE PRESTATIONS		70 000,00	70 000,00	70 000,00	0,00%
731100	Remboursement salaires par assurance	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00%
731400	Remboursements frais authentification				
731600	Ventes de catalogues				
731900	Divers remboursements	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
736 AFFRANCHISSEMENTS RECUPERES		10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
736000	Affranchissements récupérés	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00%
738 FRAIS DE POURSUITES RECUPERES		0,00	0,00	0,00	0,00%
738000	Frais de poursuites récupérés				0,00%
CH76 PRODUITS ACCESSOIRES		30 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00%
763 REVENUS DES IMMEUBLES		30 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00%
763000	Revenus des immeubles	30 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00%
CH77 PRODUITS FINANCIERS		450 000,00	364 000,00	364 000,00	-19,11%
770 REVENUS DE TITRES ET VALEURS		80 000,00	45 000,00	45 000,00	-43,75%
770102	Revenus titres de placement	80 000,00	45 000,00	45 000,00	-43,75%
770115	Revenus SICAV, FCP				
771 REVENUS DES PLACEMENTS		300 000,00	250 000,00	250 000,00	-16,67%
771120	Compte à terme intérêts	300 000,00	250 000,00	250 000,00	-16,67%
771013	Intérêts compte Banque Postale				
779 PRODUITS FINANCIERS DIVERS		70 000,00	69 000,00	69 000,00	-1,43%
779332	Frais pour dispense de caution				
779333	CNP				
779334	Frais d'opposition prêts sur gages				
779335	Frais de préparation à la vente	61 000,00	60 000,00	60 000,00	-1,64%
779337	Frais de publicité des gages	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
779338	Commissions opérations clients gages	4 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00%
779339	Commissions sur commercialisation prêts	1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00%
CH 78 REPRISE SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS		210 000,00	190 000,00	190 000,00	-9,52%
785110	Reprises provisions créances irrécouvrables	25 000,00	25 000,00	25 000,00	0,00%
785120	Reprises provisions intérêts douteux prêts pers.	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00%
785140	Reprises provisions intérêts douteux PSG	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00%
785150	Reprises provision d'actualisation	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00%
785500	Reprises autres provisions d'exploitations	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00%
785501	Reprises provisions PSG	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00%
786200	Reprise amortissements dérogatoires	25 000,00	25 000,00	25 000,00	0,00%
786500	Reprise provisions FRBG	20 000,00		0,00	-100,00%
CH 87 PERTES ET PROFITS		206 500,00	206 000,00	206 000,00	-0,24%
875 PERTES ET PROFITS EXCEPTIONNELS		206 500,00	206 000,00	206 000,00	-0,24%
875010	Vente bâtiment AIX				
875300	Mandats annulés	500,00	0,00	0,00	-100,00%
875400	Dettes atteintes par la déchéance	200 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00%
875500	Recouvrement après admission en non valeur	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00%
875920	Reprise décote/prêts soldés	1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00%
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		5 987 000,00	6 141 000,00	6 141 000,00	2,57%



Crédit Municipal
de *Marseille*

Conseil d'orientation et de surveillance


Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

VOTE SECTION D'INVESTISSEMENT



INVESTISSEMENT DEPENSES CHAPITRE	Budget 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
CH 10 FONDS DE DOTATION	0,00	0,00		0,00%
CH 11 RESERVES	0,00	0,00		0,00%
CH 12 REPORT A NOUVEAU	0,00	0,00		0,00%
CH 15 PROVISIONS	210 000,00	190 000,00	190 000,00	-9,52%
CH 16 EMPRUNTS	0,00	60 000,00	60 000,00	100,00%
CH 20 AMORT. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	99 000,00	50 000,00	50 000,00	-49,49%
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	320 000,00	600 000,00	600 000,00	87,50%
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS	50 000,00	0,00	0,00	-100,00%
CH 26 TITRES DE PARTICIATION ET DE FILIALES	1 000,00	0,00	0,00	-100,00%
SOUS TOTAL	680 000,00	900 000,00	900 000,00	32,35%
88 EXCEDENT A CAPITALISER	2 000,00	0,00	0,00	-100,00%
TOTAL	682 000,00	900 000,00	900 000,00	31,96%



 Crédit Municipal de Marseille		BUDGET PRIMITIF 2026			
SECTION D'INVESTISSEMENT					
Articles		BUDGET 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
DEPENSES					
CH 10 FONDS DE DOTATION		0,00	0,00		0,00%
105000	Dotation initiale				
105100	Excédents capitalisés				
105200	Bonis capitalisés				
CH 11 RESERVES		0,00	0,00		0,00%
118000	Ecart de réévaluation				
CH 12 REPORT A NOUVEAU		0,00	0,00		0,00%
120000	Report à nouveau				
CH 15 PROVISIONS		210 000,00	190 000,00	190 000,00	-9,52%
152000	Reprise amortissements dérogatoires	25 000,00	25 000,00	25 000,00	0,00%
155300	Provisions pour risques bancaires	20 000,00	0,00	0,00	-100,00%
155500	Autres provisions	165 000,00	165 000,00	165 000,00	0,00%
CH 16 EMPRUNTS		0,00	60 000,00	60 000,00	100,00%
169300	Emprunts autres Etablissement de Crédit		60 000,00	60 000,00	100,00%
CH 20 AMORT. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		99 000,00	50 000,00	50 000,00	-49,49%
201300	Frais d'études	49 000,00	0,00	0,00	-100,00%
203000	Acquisition de logiciels	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00%
CH21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES		320 000,00	600 000,00		87,50%
212300	Bâtiment administratif				
212301	Bâtiment façade				
212303	Bâtiments administratifs électricité	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00%
212305	Bâtiments administratifs ascenseurs	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00%
212307	Bâtiment menuiserie				
2128320	Bâtiment Aix				
214000	Acquisition de matériel hors informatique	60 000,00	280 000,00	280 000,00	366,67%
214100	Acquisition de matériel informatique	100 000,00	60 000,00	60 000,00	-40,00%
214800	Amortissements matériel hors informatique				
215000	Acquisition matériel de transport				
216000	Acquisition de mobilier, matériel de bureau	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00%
216200	Agencements et installations	70 000,00	170 000,00	170 000,00	142,86%
216880	Amortissements immobilisations corporelles				
CH 23 IMMOBILISATION EN COURS		50 000,00	0,00	0,00	-100,00%
230000	Immobilisations en cours				
230100	Immobilisations incorporelles en cours	50 000,00	0,00	0,00	-100,00%
CH 26 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES		1 000,00	0,00	0,00	-100,00%
261120	Titres de participation non cotés / Clt non financ.	1 000,00	0,00	0,00	-100,00%
SOUS TOTAL		680 000,00	900 000,00	900 000,00	32,35%
88	Excédent à capitaliser	2 000,00		0,00	-100,00%
TOTAL		682 000,00	900 000,00	900 000,00	31,96%



INVESTISSEMENT RECETTES CHAPITRE	Budget 2025	PROPOSITION BUDGET 2026	VOTE BUDGET 2026	EVOLUTION EN %
CH 15 PROVISIONS	350 000,00	350 000,00	350 000,00	0,00%
CH 16 EMPRUNT POUR INVESTISSEMENT	0,00	300 000,00	300 000,00	100,00%
CH 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 000,00	35 000,00	35 000,00	75,00%
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	165 000,00	215 000,00	215 000,00	30,30%
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS	50 000,00	0,00	0,00	-100,00%
SOUS TOTAL	585 000,00	900 000,00	900 000,00	53,85%
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	97 000,00	0,00	0,00	-100,00%
TOTAL	682 000,00	900 000,00	900 000,00	31,96%



BUDGET PRIMITIF 2026

		RECETTES			
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT					
CH 15 PROVISIONS		350 000,00	350 000,00	350 000,00	0,00%
152000	Reprise amortissements dérogatoires				
155300	Provisions pour risques bancaires	50 000,00	50 000,00	50 000,00	0,00%
155500	Autres provisions	300 000,00	300 000,00	300 000,00	0,00%
CH 16 EMPRUNTS		0,00	300 000,00	300 000,00	100,00%
169300	Emprunt		300 000,00	300 000,00	100,00%
CH 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		20 000,00	35 000,00	35 000,00	75,00%
201830	Amortissements frais d'établissement et d'études		15 000,00	15 000,00	100,00%
203800	Amortissement des logiciels	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00%
204000	Droit au bail				0,00%
CH 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES		165 000,00	215 000,00	215 000,00	30,30%
212830	Amortissement des constructions	80 000,00	80 000,00	80 000,00	0,00%
214800	Amortissement du matériel hors informatique	15 000,00	40 000,00	40 000,00	166,67%
216000	Acquisition mobilier matériel de bureau	10 000,00			-100,00%
214810	Amortissement du matériel informatique	20 000,00	30 000,00	30 000,00	50,00%
216880	Amortissement du mobilier et matériel de bureau	40 000,00	65 000,00	65 000,00	62,50%
CH 23 IMMOBILISATIONS EN COURS		50 000,00	0,00	0,00	-100,00%
230000	Immobilisations en cours				0,00%
230100	Immobilisations incorporelles en cours	50 000,00		0,00	-100,00%
SOUS TOTAL		585 000,00	900 000,00	900 000,00	53,85%
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		97 000,00		0,00	-100,00%
TOTAL		682 000,00	900 000,00	900 000,00	31,96%



BALANCE GENERALE

CREDIT MUNICIPAL DE MARSEILLE Budget 2026		
Libellés	Proposition	Vote
Dépenses		
<i>Dépenses de la section d'investissement</i>	900 000,00	900 000,00
<i>Dépenses de la section de fonctionnement</i>	6 141 000,00	6 141 000,00
Recettes		
<i>Recettes de la section d'investissement</i>	900 000,00	900 000,00
<i>Recettes de la section de fonctionnement</i>	6 141 000,00	6 141 000,00



Délibération n° 2025-58

Admission en non-valeur de créances irrécouvrables

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

LE CONSEIL,

Vu la loi n° 92-518 du 15 juin 1992 relative aux Caisses de Crédit Municipal,
Vu les articles L514-1 et suivants du Code Monétaire et Financier,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

Vu l'instruction n° 11-022-MO du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes des collectivités locales et établissements publics locaux,

Vu le courrier de 24 novembre 2025 présenté par Madame l'Agent comptable,
Vu le rapport du Directeur Général.

Considérant que sur proposition de Madame l'Agent Comptable, le Directeur Général soumet à la validation du Conseil d'Orientation et de Surveillance du 09 décembre 2025 une demande d'admission en créances irrécouvrables de prêts consentis par le Crédit municipal de Marseille.

Cette demande concerne des prêts consentis de 2001 à 2023 pour un montant de 53 993,05 €.

Ce montant représente deux sortes de créances :

- des créances irrécouvrables pour lesquelles toutes les poursuites se sont avérées inefficaces et les procédures d'exécution épuisées pour un montant de 51 704,91 €,
- celles qui résultent d'un dépôt de dossier de surendettement auprès de la Banque de France et dont les emprunteurs ont bénéficié d'un effacement partiel ou total de dettes s'élevant à 2 288,14 €.

Il est proposé au Conseil d'Orientation et de Surveillance d'approuver l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables consenties de 2001 à 2023 pour un montant de 53 993,05€.

DELIBERE ,

Article unique : Le Conseil d'orientation et de Surveillance approuve l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables consentie de 2001 à 2023 pour un montant de 53 993,05 €.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-59

Réglementation bancaire – Réexamen provision

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

LE CONSEIL,

Vu les articles L514.1 et suivants, D514-1 et suivants et R514-23 et suivants du Code Monétaire et Financier

Vu l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution,



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

Vu la délibération n°13-2008 du Conseil d'Orientation et de Surveillance du 09 janvier 2008 relative au provisionnement des risques et charges de l'établissement et la dotation du fond pour risques bancaires généraux,
Vu le rapport du Directeur Général :

Considérant que la Caisse de Crédit Municipal de Marseille est un établissement public communal de Crédit et d'Aide Sociale. Elle constitue une provision sur l'encours des prêts sur gages destinée à prémunir la Caisse contre les risques de retournement brutal du cours de l'or et des fluctuations du marché de l'art. Elle a été constituée progressivement depuis 1994 pour atteindre l'objectif de 5% de l'encours des prêts sur gages. Conformément à la délibération du 09 janvier 2008, il convient de réexaminer ses modalités de calcul annuellement.

Compte tenu de la garantie des Commissaires-Priseurs sur les évaluations, il est proposé au Conseil d'Orientation et de Surveillance de maintenir la provision à hauteur de 5% de l'encours du prêt sur gages au 31 décembre 2025.

DELIBERE ,

Article unique : Le Conseil d'Orientation et de surveillance approuve le principe du calcul de la provision sur la base de 5% de l'encours des prêts sur gages au 31 décembre 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli





Délibération n° 2025-60

Délégations au Comité des marchés publics pour la décision et la signature des marchés pendant la période de latence liée aux élections municipales

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

Vu Le Code monétaire et financier, notamment les dispositions relatives aux établissements publics de crédit municipal ;

Vu Les statuts du Crédit Municipal de Marseille ;



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

Vu Le règlement intérieur du Comité d'orientation et de surveillance ;

Vu La tenue du dernier Conseil d'orientation et de surveillance en date du 10 mars 2026 ;

Vu La période de latence de gouvernance induite par les élections municipales à venir, entraînant l'impossibilité de réunir le Comité d'orientation et de surveillance jusqu'à la prochaine séance ;

LE CONSEIL CONSIDERANT,

La nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement de l'établissement et la régularité des procédures de passation des marchés publics ;

L'urgence de permettre la conclusion des marchés indispensables au bon déroulement des activités du Crédit Municipal de Marseille ;

L'impossibilité matérielle de convoquer le Comité d'orientation et de surveillance dans l'intervalle entre la séance du mois de mars et la suivante, en raison de la période électorale;

DELIBERE ,

Article 1 : Le Comité d'orientation et de surveillance délègue au Comité des marchés publics la compétence pour décider et signer les marchés publics nécessaires au fonctionnement de l'établissement pendant l'année 2026.

Article 2 : Cette délégation est strictement limitée aux marchés dont la conclusion est indispensable à la continuité des missions du Crédit Municipal de Marseille.

Article 3 : Le Comité des marchés publics rendra compte des décisions et signatures effectuées dans le cadre de cette délégation lors de la prochaine séance du Comité d'orientation et de surveillance.

Article 4 : La présente délibération entre en vigueur immédiatement et sera notifiée aux membres du Comité des marchés publics ainsi qu'aux services concernés.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président

Eugène Caselli



Délibération n° 2025-61
Délégations concernant les bonis prescrits

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoit PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

Vu le Code Monétaire et Financier, notamment les articles L 514-1 à L 514-4 relatifs aux missions et au statut des CAISSES DE CREDIT MUNICIPAL,

Vu la délibération n° 13/25 du 15 octobre 2013,

Vu les textes régissant les principes et modalités des prêts sur gage des CAISSES DE CREDIT MUNICIPAL (Décret n° 2008-1402 du 19 décembre 2008) précisant à l'article D 514-21 « Les sommes provenant des bonis sont conservées en dépôt jusqu'à la réclamation



Crédit Municipal
de Marseille

Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

des ayants droit ou, à défaut de réclamation, pendant un délai de deux ans, à compter de la vente. A l'expiration de ce délai, ces sommes sont définitivement acquises à l'Etablissement, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le Conseil d'Orientation et de Surveillance.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il arrive que certains clients, ayant été confrontés à des situations personnelles particulières (maladie, changement de situation familiale, de domicile .), ne respectent pas ce délai et sollicitent le versement de leur boni, devenu périmé,
Considérant que cette requête s'intègre dans notre mission d'aide sociale,
Sur proposition du Directeur,

DELIBERE ,

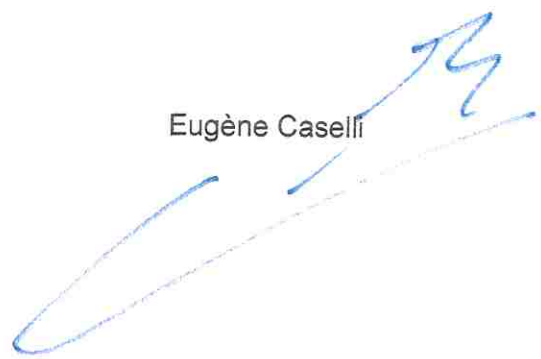
Article 1 : Donne l'autorisation au Directeur de lever exceptionnellement la prescription pour un nouveau délai de deux ans, non renouvelable, des bonis ainsi concernés et les payer aux personnes qui en feront la demande, pour un montant total annuel ne pouvant excéder 5 000 € .

Article 2 : Un descriptif détaillé des opérations ainsi effectuées sera présenté au Conseil d'Orientation et de Surveillance chaque année.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président,

Eugène Caselli





Conseil d'orientation et de surveillance

Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

Délibération n° 2025-62

Service Civique

Le Conseil d'orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal, dûment convoqués le 09 octobre 2025, s'est réuni le 9 décembre 2025 à la salle du conseil du Crédit Municipal sous la présidence de Monsieur Eugène CASELLI, Vice-président.

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 7
- Votants : 8

Ont participé aux délibérations les administrateurs suivants :

- Monsieur Eugène CASELLI, administrateur et Vice-président du COS
- Monsieur Hédi RAMDANE, administrateur, visio
- Monsieur Joël CANICAVE, administrateur
- Monsieur Philippe SCHNEIDER, administrateur
- Madame Doudja BOUKRINE, administratrice, visio
- Monsieur Ahmed HEDDADI, administrateur, visio
- Monsieur Christian PELLICANI, administrateur, Président du Comité d'Audit

Ont donné mandat :

- Monsieur Benoît PAYAN, Président du COS à Monsieur Joël CANICAVE

Absents :

- Monsieur Eric MAMPAEY, administrateur, visio
- Madame Audrey GARINO, administratrice
- Monsieur Frédéric ROSMINI, administrateur

Assistaient également à la séance :

- Monsieur Benoît de ROSAMEL, Directeur Général
- Madame Christelle GERLIER, Directrice générale déléguée

EXPOSÉ DES MOTIFS,

Le Directeur soumet au Conseil d'Orientation et de Surveillance la proposition de se prononcer sur l'accueil de personnes volontaires au service civique.



Le service civique est un dispositif instauré par la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 dont le décret n°2010-485 du 12 mai 2010 vient encadrer les dispositions. Ce dispositif est codifié dans le Code du Service National.

Les collectivités territoriales et les établissements publics affiliés peuvent mettre en place l'engagement de service civique et ce, pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des dix domaines d'interventions reconnus prioritaires pour la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, citoyenneté européenne, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence.

Le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à 30 ans) sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (association) ou une personne morale de droit public (collectivités locales, établissement public ou services de l'état) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

L'article L 120-9 du code du service national indique qu'une personne morale ne peut pas recruter un contrat de service civique pour exercer des missions relevant du fonctionnement général de l'organisme d'accueil, ou confier des missions exercées par un agent public moins d'un an avant la date de signature du contrat.

Le recours à des volontaires a pour objet d'accomplir une mission d'intérêt général dans le domaine de la solidarité (un des 9 domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la nation), et ciblés par le dispositif, d'au moins 24 heures hebdomadaires. Les missions sont orientées auprès du public, notamment les plus fragiles, et les accompagner dans le paiement en ligne.

L'objectif de l'engagement de service civique est à la fois, de mobiliser la jeunesse face à l'ampleur de la précarité sociale et numérique, de proposer aux jeunes un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner en confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel. Loin du stage centré sur l'acquisition de compétences professionnelles, le service civique est donc avant tout une étape de vie, d'éducation citoyenne par action, et se doit d'être accessible à tous les jeunes.

Il s'inscrit dans le code du service national et non pas dans le code du travail.

Un agrément est délivré pour 2 ans au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de l'établissement à assurer l'accompagnement et à prendre en charge des volontaires.

Le service civique donnera lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Les frais d'alimentation ou de transport seront couverts, par l'établissement, par le versement d'une indemnité complémentaire en application de l'article R 121-25 du code du service national.

Un tuteur sera désigné au sein de l'établissement. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.



Séance du neuf décembre deux mille vingt cinq

Ce dispositif s'inscrit dans la volonté de la Caisse de développer une politique jeunesse innovante en offrant notamment à tous les jeunes du territoire la possibilité de s'engager dans des projets d'intérêt général leur permettant de devenir des citoyens acteurs d'un meilleur vivre ensemble.

Une formation civique et citoyenne sera obligatoirement assurée au volontariat. Un référentiel de formation a été défini par l'agence de service civique.

LE CONSEIL,

- Vu les articles L.120-1 à L.120-36 et R.120-2 à R.121-52 du Code du service national,
- Loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au Service Civique,
- Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,
- Décret n° 2017-689 du 28 avril 2017 modifiant la partie réglementaire du code du service national relative au Service Civique,

DELIBERE,

Article 1 : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise le Directeur à mettre en place le dispositif du service civique au sein de la Caisse de Crédit Municipal de Marseille pour une mission de service civique dans le domaine de la solidarité à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une durée de 24 mois. Le temps de travail sera de 28 heures hebdomadaire (au moins 24 heures par semaine).

Article 2 : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise le Directeur à demander l'agrément nécessaire auprès de la direction départementale chargée de la cohésion sociale.

Article 3 : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise le Directeur à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires et les conventions de mise à disposition auprès d'éventuelles personnes morales.

Article 4 : Le Conseil d'Orientation et de Surveillance autorise l'inscription des crédits nécessaires.

Délibération adoptée à l'unanimité (votants pour 8, contre 0, abstention 0)

Le Vice-Président

Eugène Caselli